

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an 80 fr.	Un an 112 fr.
Six mois 40 fr.	Six mois 56 fr.
Trois mois 20 fr.	Trois mois 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

La reconnaissance des Bolchevistes par les puissances capitalistes

Depuis que les bolchevistes ont proclamé, en Russie, le « nep », c'est-à-dire une entente ouverte avec le capital privé, ils se sont décidément assimilés les manières diplomatiques des Etats bourgeois. Ils ont remporté dans cette voie des succès énormes. Près de vingt Etats — grands et petits — ont reconnu le pouvoir soviétique ; parmi eux nous trouvons des « requins du capital international » tels que les gouvernements de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie. La question de la reconnaissance se pose aussi devant le gouvernement des Etats-Unis. Et il n'est pas douteux que, d'ici peu, le pouvoir bolcheviste sera reconnu par les gouvernements de tous les pays capitalistes, sans exception.

Les bolchevistes considèrent ces succès comme une victoire de la Révolution russe, devant laquelle commencent à se courber le capitalisme international, et les expliquent par la puissance du prolétariat russe et par la pression exercée par celui des pays capitalistes sur les gouvernements respectifs.

Or, ce n'est là qu'une grossière démagogie destinée à détourner l'attention des masses ouvrières de la situation véritable et qui table sur l'ignorance des travailleurs russes et étrangers.

L'histoire de l'humanité ne connaît pas d'exemple du capital sacrifiant ses intérêts au profit de ceux du travail. Toujours, au contraire, il a été l'ennemi irréconciliable des masses ouvrières, écrasant avec féroce toutes leurs révoltes. Et si, actuellement, il reconnaît le pouvoir bolcheviste, ce n'est nullement parce qu'il s'inclinerait devant la Révolution russe, mais parce que son intérêt de classe le pousse vers une coopération économique et politique avec ce pouvoir.

Un des premiers gouvernements qui aient reconnu les bolchevistes a été le gouvernement fasciste d'Italie. Or, là il ne peut être aucunement question d'une pression exercée par les masses ouvrières écrasées par la dictature et mises dans l'impossibilité de défendre leurs intérêts les plus vitaux. D'autres gouvernements capitalistes ayant reconnu le gouvernement bolcheviste ont, de même agi dans le seul intérêt de leur classe. C'est seulement en Angleterre que le petit groupe communiste a essayé d'exercer une pression sur Mac Donald — non pas en vue de la reconnaissance (le gouvernement travailliste y est venu de lui-même), mais pour assurer au gouvernement soviétique un emprunt garanti. Partout, les bolchevistes sont reconnus sur l'initiative et dans l'intérêt des gouvernements capitalistes.

Quant à la puissance de la classe ouvrière, avec laquelle doit soi-disant compter le capital mondial et à laquelle il serait obligé de faire des concessions, il n'est un secret pour personne que les travailleurs sont actuellement en Russie plus désorganisés et plus opprimés que partout ailleurs. Car s'ils avaient cette puissance révolutionnaire capable de menacer le capital international, celui-ci leur aurait déclaré une guerre sans merci. C'est ce qui s'est produit aux premiers jours de la Révolution russe, lorsque les bases du capital croulaient et lorsque la bourgeoisie de tous les pays, tremblant de peur, organisait ses forces pour écraser cette révolution. Et si maintenant l'inverse se produit, si nous voyons des dizaines de gouvernements capitalistes tendre les mains au pouvoir soviétique, conclure avec lui des traités divers, commerciaux et politiques et prendre des concessions en Russie, c'est parce que la situation à l'intérieur de ce pays a changé du tout au tout.

Ayant pris, en 1917, le pouvoir, et ayant tout soumis à leur dictature, les bolchevistes se sont trouvés dans une situation contradictoire. A la place du système capitaliste détruit par la révolution, ils se sont mis à construire, à coups de décrets, un régime économique fondé sur l'Etat centralisé, régime qui, comme le régime déchu, plaçait les travailleurs dans la situation de producteurs dépourvus de tous droits. Le peuple révolutionnaire, qui avait lutté pour une liberté et une indépendance totales, n'a pas voulu reconnaître ce régime pour son œuvre à lui, et le système économique établi, n'étant soutenu ni par les capitalistes, ni par les ouvriers, est entré en décomposition,

menaçant l'existence même du gouvernement bolcheviste. Ce dernier devait ou bien renoncer à sa dictature et laisser la masse ouvrière s'occuper de l'œuvre socialiste constructive, ou bien, en tant dans la masse tout élément révolutionnaire créateur, chercher un appui auprès des Etats capitalistes.

Pour conserver leur dictature, les bolchevistes ont préféré la seconde solution et ont commencé, à partir de 1920, à nouer des liens avec les gouvernements capitalistes. La tâche n'était pas facile. Les capitalistes, conscients de leur force, ne se montraient nullement pressés. Ils étaient disposés à aider les bolchevistes, mais à condition que ceux-ci s'engagent dans la voie du capitalisme international et y adaptent les rapports économiques à l'intérieur de la Russie. Et les bolchevistes, tout en voulant continuer à paraître dans le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, tout en lançant des mots d'ordre révolutionnaires, ont commencé à orienter la Russie dans cette voie. Une partie des entreprises industrielles a été retournée à leurs anciens propriétaires, et dans toutes les autres, privées ou nationalisées, le principe commercial, c'est-à-dire capitaliste, a été introduit. A la place du Comité d'usine, créé par la masse ouvrière en qualité d'organe autonome d'administration industrielle, on a vu un directeur disposant entièrement des destinées des ouvriers, comme au bon vieux temps. La terre, les forêts, les eaux, les divers moyens de reproduction et de distribution sont affermés à des capitalistes individuels ou associés, avec droit d'organiser l'exploitation capitaliste du travail. L'ancien bourgeois repartait à la faveur de l'assujettissement politique et économique des travailleurs.

De là la reconnaissance générale des bolchevistes par les puissances capitalistes. La série n'est pas encore close. L'Amérique, par exemple, exige que les bolchevistes soient absolument purifiés des péchés de la révolution d'octobre et aient rétabli en Russie la propriété privée capitaliste, en introduisant en même temps dans le gouvernement le principe de la majorité bourgeoise. Une fois entré dans la voie de conciliation avec la bourgeoisie, le gouvernement soviétique ne manquera probablement pas de souscrire à ces exigences.

Mais au prolétariat, ce gouvernement ne fait aucune concession. Une des preuves en est le silence absolu opposé à la campagne organisée par le prolétariat international contre l'emprisonnement des révolutionnaires en Russie. On sait qu'au début de cette année, les ouvriers révolutionnaires d'Europe et d'Amérique ont commencé à se préoccuper des poursuites des révolutionnaires en Russie — anarchistes, syndicalistes et socialistes. A Berlin, à Paris, à Londres, à New-York, à Philadelphie, à Buenos-Ayres et dans d'autres grands centres, des meetings nombreux ont adopté des ordres du jour protestant contre ces persécutions, exigeant leur cessation et la mise en liberté des prisonniers. C'était une voix clément dans le désert. Le pouvoir soviétique n'a pas bronché. Il s'est montré sourd à la voix des travailleurs, auxquels il aime cependant tant à demander appui.

Ce fait montre une fois de plus la véritable nature du pouvoir communiste. Ce n'est pas un pouvoir des ouvriers et des paysans (nom dont il s'affuble), mais celui d'un groupe intermédiaire, des intellectuels socialistes. Considérant que le capital privé a fait son temps, mais que les travailleurs ne sont pas préparés pour organiser eux-mêmes leur vie économique et sociale, ce groupe a voulu s'emparer de la vie économique des peuples et remplacer le capitalisme par le socialisme d'Etat. Vaincu dès les premiers pas de son travail constructif, il a reculé vers le capital privé, préférant partager avec lui le pouvoir sur les travailleurs que de perdre ce pouvoir au cours de ses expériences « socialistes ».

Ainsi mûrit et grandit le complot des castes dirigeantes contre la classe ouvrière.

Les travailleurs doivent en tenir compte et en tirer toutes les conclusions utiles.

P. ARCHINOFF.

Berlin, 14 novembre 1924.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

Le différend anglo-égyptien se complique

Nous avons donné hier l'esprit de la note qui devait être remise au gouvernement égyptien par le représentant de Londres. C'est le maréchal Allenby qui était chargé de cette mission, et c'est escorté par un régiment de cavalerie qu'il se rendit auprès de Zaghoul pacha.

Non seulement le gouvernement anglais exige une réponse dans les vingt-quatre heures, mais déclare que si l'Egypte ne répond pas favorablement à l'ultimatum qui lui est adressé, des sanctions immédiates seront prises.

Or, si le cabinet égyptien accepte de rechercher et de punir les auteurs du meurtre et consent à verser une indemnité de près de 50 millions de francs — un rien — il repousse catégoriquement les clauses politiques de la note britannique, qui n'ont qu'un but : asservir l'Egypte à l'Empire, et annuler l'accord de 1922 qui reconnaissait l'autonomie politique à ce pays.

Quelles vont donc être les sanctions ? Malgré les démentis de certains journaux d'outre-Manche, il est avéré que des troupes sont parties à destination de l'Egypte et que la flotte de la Méditerranée est prête à entrer en action. L'Angleterre, qui joue en ce moment la vie de l'Empire, va-t-elle tenter de réprimer par la violence les révoltes de tous les peuples qu'elle tient sous sa souveraineté et qui réclament leur indépendance ? C'est tout l'avenir de la Grande-Bretagne que joue en ce moment le cabinet conservateur de M. Baldwin. A peine au pouvoir, le cabinet réactionnaire est aux prises avec des difficultés qu'il aura du mal à surmonter, car sa politique de conquêtes et de domination ne sera peut-être pas accueillie avec sympathie par la grande masse des travailleurs d'outre-Manche.

Le peuple ouvrier de Grande-Bretagne a le devoir de se dresser face à la réaction qui s'exerce dans les colonies et suivre attentivement les hommes qui le dirigent et qui sont en train de l'entraîner dans une nouvelle boucherie.

POUR NE PAS SE RENCONTRER

Les Camelo's du Roy man'festent

On dirait qu'une comédie bien organisée nous a été jouée, en ce dimanche hivernal, par les troupes moscovitaires de l'Huma et par le fascio à la manque de l'A. F.

Tandis que les premiers suivaient nonchalamment le catafalque de Jaurès, derrière le préfet de police, la camélotte royale s'en allait au fond du XV^e arrondissement défilant devant la tombe de Peateau.

Les morts ont bon dos. On s'en sert pour ne pas se rencontrer, car le Panthéon est à un bout, et Vaugirard à l'autre bout. De plus, on peut parader sans crainte des flics, qu'on divise ainsi en deux ailes, si l'on peut dire, et qui ont d'ailleurs l'ordre de sourire ici au drapeau rouge, et là à la bannière fleurdelisée.

En somme, deux groupes de farceurs qui ont le sens du théâtre, mais qui cherchent surtout à obtenir le pouvoir par les moyens les plus prudents, les plus classiques, en bernant le peuple, en l'amusant, en lui faisant prendre la vessie royale pour une lampe à acétylène, et la dictature de Lénine pour le gouvernement du peuple.

LE FAIT DU JOUR

Politique de diversion

Jaurès est au Panthéon. Le pain est à 29 sous, en attendant mieux.

Ces deux propositions accouplées feront hurler les adorateurs du grand homme. Ne leur en déplaise, elles sont étroitement liées.

La bande Herriot a promis bien des choses matérielles : le désarmement, la vie à bon marché, des réformes sociales, etc... Le bien-être allait tomber sur le peuple sans lui être à la portée du petit doigt.

Hélas ! la réalité est toute autre. L'ascension du coût de la vie se rit des politiciens ; la guerre est toujours menaçante, et les améliorations du sort des ouvriers sont des contes à la « Sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? »

Le Bloc des Gauches est en complète faillite. Toutes ses promesses sont laissées de côté.

Alors... eh bien, on a mis Jaurès au Panthéon, avec accompagnement de musique.

Comment, vous osez prétendre que le ministère Herriot est un ministère réactionnaire, alors qu'il met le grand tribun socialiste au Panthéon ?

Mais Herriot prête la main à Mussolini, à Primo de Rivera, pour mâter leurs peuples.

Où, ce sont des incidents. Herriot n'y est pour rien, c'est un homme d'avant-garde, de progrès ; il a fait mettre Jaurès au Panthéon.

La cérémonie d'hier est un grossier trompe-l'œil, imaginé pour masquer la politique de réaction du gouvernement des gôches.

Dans l'antique Rome, on donnait au peuple, pour l'apaiser, du pain et les jeux de cirque. Aujourd'hui, on lui laisse les spectacles, mais on lui enlève le pain, il y a progrès.

Jaurès au Panthéon

LA PROCESSION - LES INCIDENTS

Pour trouver un point de comparaison à la procession qui suivit le catafalque monumental de Jean Jaurès dans sa montée au Panthéon, il faudrait se reporter aux obsèques de cet autre imagier verbal du nom de Victor Hugo.

Devant le Palais-Bourbon, on a placé cet immense catafalque, haut de dix mètres. C'est un décor digne des Orientales. La base est un piédestal noir, couronné de roses multicolores. Tout cela se détache sur un velum tricolore qui, fixé sous le fronton, retombe sur les colonnes.

Deux torchères de sept mètres de haut et de trois mètres de diamètre sont posées là comme des cariatides. L'une est d'un rouge communiste, l'autre d'un rouge socialiste, un peu plus pâle.

De nombreuses couronnes sont jetées ça et là.

Comme toujours, une nuée de camelots sont venus, cette fois avec de la camelote bon teint, allant de l'Huma à l'Ere Nouvelle, agrémentée de petites églantines et de cartes postales où la barbe du tribun s'étale, aussi ample qu'une de ses phrases.

A l'intérieur du temple, dans la salle Casimir Perrier, où sombre ironie, la messe est dite par Paul Painlevé, Camille Chautemps, Léon Blum, et tous les enfants de chœur et de sacristies du Bloc des gauches.

Au dehors, sous les bannières rouges, les groupes se forment, et l'on croit apercevoir le gros de l'armée léniniste, division de la rue Montmartre, qui doit, par là, s'emparer du catafalque, couper le cortège, et emporter Herriot pour l'envoyer dans l'île des Felicités bolchevistes.

Où, ils sont bien là, et, avec la musique, se tenant par la main, comme dans les farandoles méridionales, mais ils se contentent d'entourer une Internationale qui manque d'ardeur, dans une sorte de cacophonie où les voix de femmes dominent.

Ils expliquent ça, les beaux malins, par une périphérie qui aurait plu à Jaurès, ce compositeur hors de pair d'ordres du jour tortueux : « Afin, disent-ils, d'éviter la promiscuité des politiciens, nous nous rangeons à part... ». Qu'en termes prudents, ces choses-là sont dites !

Et ils prennent à la suite, le cortège qui s'ébranle. Ce n'est plus que le kaléidoscope politique de la Chambre qui se développe, représenté ici par des florentins inconscients et à peu près organisés.

Fanfares, Trompettes, Clairons, Herriot. C'est le chant du départ pour le quartier latin. Mimi Pinson tire son mouchoir et le mineur de Carmaux, réquisitionné, tire le catafalque.

Sénateurs, députés, conseillers, C. G. T., étudiants d'un certain âge, c'est comme un bouquet de fleurs qu'on est admis à respirer au passage, souvent empêché par des dos et des gens de gros volume. Mais bast, on sait bien que c'est toujours comme ça, et la chanson du bal de l'Hôtel de Ville est une chanson éternelle.

Les gouvernants en connaissent le refrain, eux qui savent la psychologie des foules à qui ils donnent le cirque et les transports funéraires en guise de pain à bon marché, et à qui ils pourront plus facilement envoyer quelques pruneaux de mitrailleses, quand ils auront laissé se déployer le drapeau rouge.

Marche assez cadencée, ici et là, assez désordonnée, avec un murmure de hauts parleurs très ridicules à certains angles du boulevard Saint-Germain.

Les gardes à cheval et les agents écoutent l'Internationale sans bouger, car ils ont des ordres, et les quelques récalcitrants des bourgeois du Bloc national, qui ne se décourvent point et se font huer par la foule.

Mais voici le Panthéon, assez sobrement décoré, qui offre, au fond de la rue Soufflot, sa lourde architecture et son inscription patriotique.

Rue Cujas, à côté de la Sorbonne, des communistes chantent un peu plus fort que les autres, mais ne cassent rien du tout.

Ils s'en vont, encadrés par des gardes qui se tiennent par la main et ont plutôt l'air de danser une farandole. Ils crient : « Amnistie » par moments, et comme un écho, on entend : « Amnistie, en Russie », ce qui n'a pas l'air de leur faire plaisir.

Dans l'édifice religieux, sont entassés tous les ventres dorés de la République, tous les nantis du pouvoir, tous les décorés, tous les suiveurs à la solde des évolutionnistes et des équilibristes de la politique. Crânes chauves, bedaines épaisses, nez plongeurs, belles barbes luisantes, c'est tout le jardin radical et radical-socialiste qui a réuni là ses plus belles fleurs, comme dans une exposition horticole, et qui attend l'arrosage savant du bon jardinier de la paix « promise » du pasteur Herriot, du consistoire de Lyon.

Son discours leur a présenté ce qu'ils sollicitaient, d'ailleurs, un Jaurès extrême-patriote, un Jaurès tricolore, embrassant la personne morale de la France, un Jaurès à la Gambetta, un Jaurès en sucre-candi, qu'ils pouvaient manger en toute sécurité. Les drapeaux rouges, tombés le long des hampes, en avaient l'air tout attristés !

Et l'on se sépara après discours entendus et refrain chanté, pour se retrouver à la prochaine occasion, à la Mi-Carême par exemple, ou aux obsèques de Cachin avec harangue de Léon Blum, qui sera devenu ministre de l'Intérieur et qui nous expliquera comment « les Soviets de France étaient devenus patriotes ! »

Pour Sacco et Vanzetti

Le Bureau International Antimilitariste écrivait déjà le 11 mars 1922 que, dans l'affaire Sacco et Vanzetti, la bourgeoisie qui avait dû lâcher prise, lors d'une première démonstration mondiale en 1920, se mit par la suite à suivre une tactique nouvelle. C'est-à-dire qu'elle attendait que le Proletariat ait oublié nos deux camarades, pour renouveler contre eux leur tentative de meurtre.

Ces temps semblent révolus, car depuis quelques temps, les camarades des Etats-Unis adressent un nouvel appel, pour que nous recommencions la campagne en faveur de Sacco et Vanzetti.

Le Bureau International Antimilitariste a immédiatement répondu à l'appel des camarades d'Amérique. Mais il nous semble que nous ne devons pas seulement protester par la voie des organes de presse, mais bien que chacun, c'est-à-dire chaque organisation, chaque section, chaque groupe, chaque individu, doivent renouveler leurs efforts pour obtenir la libération définitive des deux martyrs.

Nous répétons qu'il n'est pas indispensable que les protestations soient remplies d'injures contre les bourreaux de nos amis, ainsi que cela se produit souvent. Il suffit qu'un Coolidge ou tout autre puissant d'Amérique, voit une lettre venant de l'étranger, et portant les noms de Sacco et Vanzetti, pour qu'il sache, que tout ce qui est demeuré de noble et de sain dans l'espèce humaine réclame la libération de nos deux amis.

On en voulait à Sacco, parce qu'il avait fait élever une grève à Plymouth (Amérique). Et on en voulait à Vanzetti, parce qu'il était l'ami de Sacco.

Quatre ans après la grève déclenchée par Sacco, un meurtre fut commis dans les parages de l'endroit où se trouvait ordinairement Vanzetti. On emprisonna les deux amis. Par la suite, on les accusa de ce meurtre, bien qu'il fût prouvé que Vanzetti était loin du lieu de l'attentat au moment où il se produisit, et parce que quelques témoins achetés prétendirent les reconnaître pour les assassins. Par surcroît, on ne tint nullement compte des deux cents témoins à décharge qui déposèrent en faveur des inculpés.

Nos camarades furent condamnés, malgré que des experts aient prouvé que les balles trouvées sur le cadavre de la victime ne provenaient pas des armes appartenant à Sacco et Vanzetti. De plus, le rédacteur du *Baltimore Sun*, après examen des pièces, déclara que la condamnation de Sacco et Vanzetti était le crime le plus monstrueux qu'on ait jamais vu dans l'histoire de la Justice.

Paul-Henri Ripley, le président du jury, avoua, sur son lit de mort, avoir usé de menaces envers les témoins.

La bourgeoisie américaine, malgré les preuves éclatantes de l'innocence de nos malheureux camarades, ne veut pas lâcher sa proie, et Sacco et Vanzetti sont à nouveau en danger d'être électrocutés. Ne vous étonnez pas, camarades. La bourgeoisie, à quel pays qu'elle appartienne, sait très bien avec quelles armes ont triomphé les Mussolini, les Primo, les dictateurs moscovites et autres tyrans. Elle sait qu'elle ne peut régner que par la crainte qu'elle inspire au Peuple. Elle se dit aussi que si le Proletariat parvient à arracher les deux libérateurs de ses griffes, c'en est fini de son prestige, puisqu'elle, la bourgeoisie — elle aura dû s'incliner devant la volonté irrésistible du Peuple.

Et c'est par des crimes comme celui qu'elle commettrait, en faisant exécuter Sacco et Vanzetti qu'elle tente de reculer le plus possible le jour où elle devra rendre des comptes à ses victimes. Mais il faut que le Peuple international montre à ses maîtres, par une protestation énergique, que les temps ne sont plus où l'on immolait un Ferrer, et où l'on organisait, le sourire aux lèvres, les massacres de Chicago.

N'hésitez donc pas camarades, faites chacun dans l'endroit du monde où vous vous trouvez, tout ce qu'il sera en votre pouvoir de faire, pour la libération de nos deux amis. Dites-leur bien que Sacco et Vanzetti sont INNOCENTS, et que leur exécution serait un crime épouvantable dont vous seriez complices, si vous ne tentiez rien pour l'empêcher.

Adressez vos lettres de protestations à Coolidge, au White House, Washington (Amérique).

Adressez-en aussi au Sacco-Vanzetti Defense Committee, P. O. Box 95, Hanover station, Boston, Mass. (U. S. A.).

Pour le Bureau International Antimilitariste,

Le travail meurtrier

UN EBOULEMENT DANS UNE MINE

Saint-Etienne, 23 novembre. — Un éboulement s'est produit cette nuit aux mines de la Haute Cappe, à Lorette. Trois ouvriers mineurs ont été ensevelis. Deux d'entre eux, MM. Pierre Cheville et Martin, ont succombé à une asphyxie avant qu'on les eut retirés. Le troisième, M. Fronche est grièvement blessé.

Grève des peintres à Toulon

Toulon, 23 novembre. — Leurs patrons ayant refusé d'accepter le cahier des revendications qu'ils leur avaient soumis, les ouvriers peintres en bâtiment adhérents au Syndicat unitaire ont décidé de cesser le travail à partir de demain, lundi.

TUÉ PAR SON LIEUTENANT Une réhabilitation

« Nous trouvons dans le *Caudry-Cambresis*, journal bourgeois, ce récit qui mérite d'avoir sa place dans le « *Libertaire* », où tous les crimes militaires doivent être stigmatisés sans pitié :

« Au moment où la Cour d'Appel de Douai va se prononcer sur cette pénible affaire, il nous a semblé intéressant de recueillir de la bouche des parents de l'infortuné soldat de nouveaux détails sur les circonstances de ce drame de la tranchée. « Dans une modeste habitation de la rue de Boussières, à Bévillers, nous sommes reçus par la maman de Santer, encore très alerte malgré ses 62 ans. Informée du but de notre visite, elle fait prévenir son mari, tisseur, qui ne tarde pas à arriver et se met à notre disposition. « Comment avez-vous appris la mort de votre fils ?

« C'était en 1918, un soldat du 1er de ligne, originaire de Bévillers et prisonnier des boches, avait obtenu étant en colonne à Ivry, de venir embrasser ses parents. Escorté d'un caporal allemand il traversa le village, entouré de toute la population. « Chacun lui posait des questions, lorsqu'en arrivant à sa hauteur, le prisonnier s'approcha de moi et me dit à l'oreille : « Ton garçon a été tué par son lieutenant D... ». Il ne me fut pas possible d'obtenir d'autres détails ce jour-là, mais cette nouvelle nous plongea dans le chagrin et depuis ce temps nous n'avons qu'un but, faire la lumière. « M. Santer nous montre ensuite plusieurs photographies de son cher disparu, parmi lesquelles nous en remarquons une où il figure dans un groupe d'ouvriers de l'usine à gaz de Caudry, où il était occupé avant la guerre.

« Sur un diplôme qui nous est présenté, on peut lire : *Santer Augustin*, tombé (sic) le 8 octobre 1914, aux combats de La Neuville !

« On voit par cette attestation officielle que quelqu'un avait intérêt à cacher la vérité, car Santer n'est pas mort en combattant, mais tué par un officier français.

« C'est aussi dans le but d'étouffer cette affaire, que la croix de guerre avec étoile de bronze et la médaille militaire à titre posthume, ont été décernées à Augustin Santer. On serait curieux de connaître le texte des citations qui accompagnaient ces décorations, refusées d'ailleurs énergiquement par le père Santer, tant que la réhabilitation ne sera pas un fait accompli.

« M. Santer veut bien encore nous donner les détails suivants :

« — En 1921, la section de Caudry de la Ligue des Droits de l'Homme, ayant eu connaissance de ces faits en constitua un dossier, qui fut transmis au Comité central.

« De notre côté, nous avons recherché le plus grand nombre possible de témoins. Parmi eux, je puis vous citer MM. Elie Leblond, mineur, à Calonne-Ricourt ; Auguste Rulens, de Paris ; Jules Delaive, de Laventure ; Devillers, plombier à Lens ; Jules Delange, de Berry ; Pillon, de Valenciennes ; Zéphir Derminghem, de Berlin ; Jules Mullier, de Lille ; Oskar Baert, de Lille ; Charles Deneuille, de Douvrin ; Vandermeersch, de La Madeleine.

« Tous ont été témoins, ou peuvent donner des renseignements sur la scène horrible au cours de laquelle mon fils fut assassiné.

« En réalité, que s'était-il passé ? Il s'était passé que, pour une peccadille, il avait été assassiné par un officier.

« Nous en trouvons la preuve dans le détail de l'information ouverte à ce sujet :

« MM. Thermes, juge d'instruction et Dubart, commissaire aux délégations judiciaires, viennent d'avoir, de la Cour d'appel de Douai, mission d'entendre certains témoins, la plupart d'anciens militaires, pouvant leur donner des précisions sur le cas du soldat Santer.

« En octobre 1914, ce soldat, du recrutement de Cambrai, se trouvait avec son régiment dans la Marne, près de Cormicy, attendant un ordre d'attaque. Les soldats avaient reçu l'ordre de ne faire aucun bruit, afin de ne pas attirer l'attention de l'ennemi.

« Malheureusement, le soldat Santer, pris de froid, battit du pied pour se réchauffer. Furieux du bruit ainsi causé, un adjudant l'admonesta et le conduisit devant le lieutenant D... et lui fit part du geste de Santer.

« On ne sait exactement ce qui se passa entre l'officier et le soldat, mais brusquement le lieutenant D..., s'armant de son revolver, tira deux coups de feu sur son subalterne, qui s'abattit raide mort.

« Le régiment marchant à l'attaque, les camarades de Santer, ainsi que les sous-officiers de la 12^e compagnie du 1^{er} R. I. n'eurent pas le temps, à ce moment, de s'entretenir de cette mort anormale, ni d'ébruiter l'affaire, mais par la suite, ils s'en occupèrent et résolurent de tirer les faits au clair.

« Hélas, la plupart d'entre eux tombèrent au champ d'honneur et le lieutenant D... lui-même, subit leur sort.

« Cependant, voici quelque temps, la Ligue des droits de l'homme, saisie de cette histoire, fit une enquête, laquelle aboutit à une demande de réhabilitation près de la Cour d'appel de Douai, du soldat Santer. « L'information judiciaire menée à cet égard, démontra le bien fondé de cette demande, et un magistrat fut désigné pour instruire cette affaire. »

« Eh ! oui ! on va le réhabiliter, le malheureux, en compagnie d'autres victimes comme lui, avec les lenteurs habituelles.

« Ce qu'on ne réhabilitera pas, c'est l'infamie de ces gradés qui n'ont que du mépris pour la vie humaine, et qui, non contents d'amener leurs hommes à la bouche, se font eux-mêmes bouchers et assassinent froidement de leurs propres mains... »

L'ivrogne tue

Victor Bracco est un buveur invétéré. Et il a le vin très méchant. Avant-hier soir, particulièrement ivre, il faisait la grande tournée des bistrot d'Arcueil.

Vers onze heures, il entre chez l'un d'eux, route de l'Hay.

Un camarade était là : André Pelheire, qui voulait lui faire un brin de morale. Bracco se fâche, et, devenu brute immonde, l'abat d'un coup de revolver.

On emmène l'un au poste, l'autre à l'hôpital, avec le poumon perforé.

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Les bagnes d'enfants

Une lamentable histoire

Certes, lorsque nous commençâmes cette campagne, nous avions sous les yeux des lettres nous révélant des faits inouïs ; nous nous attendions à ce que d'autres scandales nous fussent dévoilés et nous nous étions préparés à lire ou entendre des choses qui nous feraient sursauter d'indignation et tressaillir de douloureuse colère, mais nous ne comptions pas recevoir la confidence d'une histoire pareille à celle qui nous fut contée ces jours derniers et que nous allons divulguer ici.

Nous savions, par expérience, que les gens qui composent le personnel de l'Administration pénitentiaire étaient des hommes pour la plupart inaccessibles à la pitié, et des faits que nous connaissions nous avaient suffisamment démontré que les gardiens des colonies d'éducation pénitentiaire et des colonies de préservation n'étaient pas plus humains que leurs confrères des Maisons Centrales et de Cayenne ; mais, tout de même, nous ne croyions pas que la bestiale férocité des gardes — choisis pour exercer avec une telle cruauté sur des petits gosses dont l'âge seul est une légitimation de la pitié qu'on devrait éprouver à leur égard.

Certes les faits que nous allons publier sont déjà vieux : ils datent de juin 1913 — mais tout indique que cela se passe encore de façon identique dans les maisons de correction — et aucune sanction n'ayant été prise pour cette affaire, le gardien incriminé étant monté en grade puisqu'il opère maintenant dans une prison d'adultes, nous croyons bon de révéler cette histoire qui fera pièce dans notre dossier d'accusation contre les bagnes d'enfants.

Lors de la déclaration de guerre, le nommé Georges Testu était parti rejoindre son régiment laissant à Paris sa femme et deux enfants Paul 11 ans et Henri 7 ans.

La femme dut, comme tant de pauvresses, exercer le métier de crueuse de journaux et fit faire la même profession à ses deux gars qui, chaque soir, allaient par les rues de Ménilmontant vendre les feuilles espérées que l'on s'arrachait au commencement de la boucherie pour lire le communiqué officiel.

Le petit Paul eut, à cette occasion, la fréquentation de petits camarades qui, comme lui, essayaient de se débrouiller pour rapporter quelques sous à la maison appauvrie par le départ du père.

À traîner ainsi dans les artères parisiennes, n'ayant mangé que très peu et encore des aliments de mauvaise qualité (pour une grande part de la charcuterie) les gosses de pauvres ayant constamment sous les yeux le spectacle du luxe des magasins sont amenés à établir un parallèle entre leur existence misérable et la vie facile des gens qui ne font rien, ainsi que des fils de riches. Et dans leurs petites cervelles germent des idées de rapine, de révolte, encore inconsciente contre l'état inique d'inégalité sociale.

Alors, entre eux, les gosses de gueux échafaudent des projets qu'ils tiennent soigneusement cachés à leurs parents puis, un beau jour ils essaient un coup.

C'est ce qui arrive au petit Paul Testu. Avec quelques autres mômes de Ménilmontant, il « combine » un vol dans un magasin d'épicerie. Il se fit prendre à la sortie, porteur d'une tablette de chocolat (on voit que son appétit n'était pas formidable). Emmené au commissariat de la rue Ramponneau il reçut une correction de la part des flics qui, décidément, ne peuvent résister à leur désir de passer le monde à tabac, même les enfants. L'épicerie, lorsqu'il apprit que le petit Paul avait son père à la guerre refusa de porter plainte, et le gosse fut rendu à sa mère.

Quelques temps après il recommençait une autre « combine » et comme le commissaire disait à la mère qu'elle devait surveil-

ler son enfant, faute de quoi on l'enverrait dans une maison de correction, elle dit au magistrat qu'il pouvait bien l'envoyer là, car elle ne pouvait rien en faire et que cela la calmerait.

Il fut donc en vertu d'une décision du tribunal pour enfants envoyé jusqu'à sa majorité dans la colonie d'éducation pénitentiaire du Val d'Yèvre, commune de St-Germain-du-Puy (Cher).

La il dut subir le poids implacable du règlement, des brutalités des surveillants et la contamination morale. Puis au bout de quelques mois il fut placé chez un agriculteur de la commune de Brécy, où il devait travailler comme un mercenaire pour la rémunération de cent francs par an, le reste naturellement était partagé entre le directeur de la-dite colonie et le cultivateur.

Maltraité par son « maître », le gosse n'eut de cesse avant que de trouver le moyen de s'évader de l'enfer dans lequel il était plongé, et en mars 1918 il trouva enfin une occasion de s'enfuir et il revint par des moyens de fortune à Paris. Il alla revoir sa mère et son frère. La maman, affolée à l'idée des suites que pouvait avoir la fuite de son gars, lui conseilla de retourner au Val-d'Yèvre, où il ne serait presque pas puni s'il se rendait de lui-même. Comme le petit Paul n'y mettait aucun empressement, elle alla avertir le commissaire qui fit cueillir le gamin au moment où la malheureuse victime s'apprêtait à partir en quête d'ouvrage.

Ramené à la colonie, il fut, cela va sans dire, puni avec la férocité habituelle. Trente jours de cachot (avec du pain sec pour toute nourriture, sauf un « bouillon » tous les quatre jours), furent décernés au fuyard. Après quoi on le plaça chez un autre cultivateur, à Soulangis. « Recommandé » chaudement à son nouveau patron, celui-ci en usait et en abusait sans aucun ménagement, tant et si bien que le gosse se plaignit à la colonie. Comme son corps était couvert de marques de coups, le directeur décida de le reprendre à la maison de correction pour y accomplir une nouvelle peine de cachot.

Le surveillant chargé de le ramener, Philippe Danois, houspilla le gosse ; celui-ci essaya de se révolter et de répliquer aux coups. Le gardien lui asséna un coup de poing sur la nuque qui atteignit le pauvre gosse si malencontreusement que dès son arrivée à la colonie on dut attendre l'avis du médecin avant de le transporter au cachot. Le médecin conclut que ce n'était rien et qu'il n'y avait pas à hésiter.

Deux jours après cette visite, Paul Testu mourut dans la cellule d'un transport au cerveau.

On informa la mère de la mort de son gars, « mort survenue à la suite d'une courte maladie », écrivait-on, puis on classa l'affaire.

Cette mort se produisit tellement clandestinement que seul un homme avait eu connaissance des circonstances dans lesquelles elle eut lieu. Cet homme, un fonctionnaire que je ne puis nommer parce qu'il m'a révélé cette histoire avec promesse de garder son nom sous silence, était très bien placé pour la connaître, puisque employé au Val-d'Yèvre.

Je ne sais si les parents de Paul Testu liront ces lignes, en tout cas ils sont informés par cela de la véritable mort de leur enfant, et je serais très heureux de pouvoir converser avec eux pour une communication très importante que j'ai à leur faire.

M. René Renoult osera-t-il encore dire que tout se passe normalement dans les maisons de correction ?

Allons ! hommes de cœur, entreprenons la croisade contre ces établissements infâmes, dénonçons au grand jour les crimes et les tortures que l'on y commet sur de pauvres gosses.

Louis LOREAL.

Irresponsable

Lors de la discussion de l'amnistie au Sénat, on a pu voir M. Poincaré, sénateur, ancien président de la République, apporter son témoignage en faveur de M. Malvy.

Dans cette affaire de réhabilitation, M. Poincaré tenait à apporter à ses honorables collègues l'assurance que jamais, à sa connaissance, M. Malvy n'avait manqué à son devoir de Français.

Ce témoignage, M. Poincaré n'aurait-il pu l'apporter plus tôt ? Un homme de cœur se serait fait un devoir de parler au moment du procès.

A ceux qui ont insinué que M. Poincaré aurait dû parler plus tôt, on a répondu que lors du procès, M. Poincaré, président de la République, ne pouvait le faire. Soit. Mais depuis, entre son départ de l'Élysée et le 18 novembre 1924.

Si par hasard vous pensez que M. Poincaré, s'étant fait le complice par son silence de la condamnation d'un homme aujourd'hui reconnu innocent, peut encourir quelque risque, il vous sera répondu que les actes du président de la République ne peuvent être jugés ; qu'en dehors du crime de haute trahison, le président de la République est irresponsable.

Irresponsable ! Mais alors, à quoi cela sert-il un président de la République ? A rien, mais la Constitution exige qu'il y en ait un.

Puisqu'il en faut absolument un, je propose que l'on y nomme un aliéné en traitement à Sainte-Anne ou à Charenton. Nous aurons là, vraiment, un irresponsable. Et, afin de ne pas recommencer souvent l'opération onéreuse pour les contribuables, il suffira de ce faire délivrer un certificat médical attestant que l'irresponsable, peut voyager sans risque d'être pris de l'envie de descendre en marche du corps électoral.

Je parie que le fou qui présiderait ainsi la Constitution serait le plus sage de tous les élus du suffrage universel. Si vous en doutez, allez un jour à la Chambre des députés ou au Sénat, vous y verrez des énorvées et des gâteux... à moins que ce ne soit tous des arrivistes spéculant sur la bêtise du corps électoral.

J. GAUDEAUX.

La civilisation en danger

Il y a un an, un journal de sport jetait ce cri d'alarme : « Avant vingt ans, l'humanité manquera de pétrole ! ».

Hélas comme sur la terre tout s'épuise, il arrivera fatalement un jour où nous manquerons de tout ! Il se consomme en effet chaque jour d'énormes quantités de matières premières, de fer de houille, de bois, de pétrole, etc.

Les bois coupés peuvent se replanter, mais le minéral de fer, la houille, le pétrole s'épuisent un jour à tout jamais.

Bah ! se dit le bourgeois qui nous gouverne et qui consomme énormément, les savants remplaceront cela par autre chose !

Ah ! oui, mais pour cela il faudrait que la science fasse de formidables progrès. Or, nos savants sont presque tous dans la misère, ils travaillent difficilement et ont d'autres soucis que ceux des inventions, ils ont les soucis de leur existence quotidienne. D'ailleurs les inventions sont toujours accaparées par les capitalistes qui les exploitent et qui cherchent à voler autant que possible l'inventeur !

Et aujourd'hui, plus que jamais, l'instruction est en dehors de la portée du peuple, seul le riche peut devenir un savant et, comme il est paresseux et qu'il n'a pas besoin d'exercer cette profession pour vivre, nous n'aurons donc bientôt plus de savants du tout !

Voilà, camarades, où nous conduit ce régime de bandits, on trouve des milliards pour faire la guerre, on trouve des milliards pour faire des fêtes, pour élever des statues à des pantins de la politique et on ne trouve pas un sou, pour nos savants ! et pour la civilisation en danger de mort !

Maurice BEAUDIMENT.

L'auto meurtrière

— Un taxi-auto conduit par le chauffeur Alexis Poisson, domicilié à Paris, a capoté route de Saint-Cyr à Versailles. Le chauffeur et son voyageur, M. Charles Sardine, imprimeur à Porchefontaine, ont été blessés à la tête.

“ Paris-Soir ” et les mineurs de Carmaux

Le *Libertaire* a signalé hier que les cent mineurs de Carmaux venus à Paris pour la cérémonie Jaurès, étaient logés aux frais de l'Etat et nous protestions contre les locaux qui leur avaient été réservés dans les bâtiments de l'Institut de Chimie, alors que les rois et les ambassadeurs reçus par le Gouvernement descendaient à l'Hôtel de Crillon ou au Regina. Un autre journal du soir a, paraît-il, prétendu que les mineurs seraient logés dans des locaux froids et nus.

Paris-Soir qui est un journal sincèrement républicain — nous préférons ne pas en douter — publiait donc hier un démenti, dont nos lecteurs goûteront toute la saveur. Le voici :

Or, la bonne foi de notre confrère semble avoir été surprise, car les locaux mis à la disposition des mineurs par l'Institut de Chimie appliquée est, au contraire, très bien chauffé à l'aide de radiateurs et pourvus de lits militaires, avec matelas et sacs de couchage. De plus, les mineurs disposent de plusieurs lavabos.

Hein, qu'en pensez-vous camarades ? Est-il généreux ce gouvernement du bloc des gauches qui met des lits militaires et des sacs de couchage à la disposition des ouvriers qu'il reçoit. Et n'est-il pas charmant de voir un organe qui se réclame de l'Égalité publier de tels papiers.

Est-ce de cette façon que fut reçu Mac Donald. Nous aurions été heureux de voir Frossard ou Charles Lussy, anciens révolutionnaires, protester si l'on avait mis un sac de couchage à la disposition du Premier ministre travailliste.

Oui, mais un ministre travailliste ou communiste et un ouvrier ça fait deux, ce qui n'est pas bien pour l'un est parfait pour l'autre, et la seule différence qu'il y a entre *Paris-Soir* et la *Liberté* c'est le titre, car la mentalité des rédacteurs est la même.

Dans les Théâtres

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Les Ballets suédois

Je veux être impartial. Nul intérêt autre que celui de « ma » vérité est en jeu. Et le *Libertaire* est le seul journal où l'on puisse présenter les manifestations d'art, que cet art soit poétique, littéraire, pictural, musical, dramatique ou chorégraphique, sans voir son horizon d'expression obscurci par les brouillards d'un contrat de publicité.

Donc, voici comment les promoteurs des Ballets suédois ont annoncé leur spectacle : « Les Ballets suédois sont les seuls qui osent. »

« Les Ballets suédois sont les seuls qui soient vraiment contre l'académisme. »

« Les Ballets suédois ne cherchent pas à être anciens, ne cherchent pas à être modernes ; ils sont en dehors des absurdités que l'on nous montre sous prétexte d'Art théâtral ils vont propager la Révolution par un mouvement d'où les conventions sont chaque jour détruites pour être remplacées par l'invention. »

« VIVE LA VIE ! »

Voilà bien, n'est-ce pas, pour nous autres, libéraux, une alléchante profession de foi. J'ai donc été voir les Ballets suédois avec le réjouissant espoir de nous faire partager la délectation que je supposais leur être redevable.

J'ai vu ; j'ai entendu... Quoi ? Je ne sais plus, ou plutôt je ne sais comment vous l'expliquer. J'ai vu d'effroyables peinturlures que l'on pouvait regarder du haut en bas, de bas en haut, de droite à gauche, avec une égale chance de compréhension ; j'ai vu des bêtes et des gens, je suppose du moins que ce sont des bêtes et des gens dont vous ne pouvez avoir idée et qui se trémoussaient d'une façon bizarre. Voilà pour les décors et pour la danse. J'ai entendu... Mais pourquoi pensai-je à ce moment à cette manifestation de musiciens en grève qui eut lieu à New-York, je crois, et au cours de laquelle ces artistes défilèrent en jouant, chacun sur son instrument, un morceau différent ?

Voilà donc pour la musique. Non, je n'ai aucun ressentiment, je veux même bien admettre que deux des ballets parmi les cinq présentés, le *Porcher*, tiré d'un conte d'Andersen, et accompagné par de vieux airs suédois, et la *Jarre*, conte très enfantin de Pirandello, musique de M. Casella, sont d'une facture réellement supérieure, mais justement parce qu'ils réintègrent ce qui fait défaut dans les autres : le rythme.

M. Jean Borlin danse bien et saute mieux. Il exhibe avec adresse des formes avantageuses. Et ce n'est pas la moindre intérêt du spectacle pour les « révolutionnaires » en smoking qui applaudissent de leurs mains finement gantées... de Subde à ces drôlatiques sautilllements, courses, bonds, qui sont à la danse ce que la cacophonie burlesque qui les accompagne est à la musique.

NOUVEL-AMBIGU

Le marquis de Villemér

Comédie en quatre actes, de George Sand. Le même jour, trois nouveautés étaient présentées au public parisien : à l'Empire, Aristide Bruant, cabaretier retiré des affaires après fortune faite dans les « poisses », les filles et les « petits joyeux » ; au Vaudeville, cette bonne vieille *Dame aux Camélias*, avec Ida Rubinstein, et à l'Ambigu, le *Marquis de Villemér*. J'ai opté pour ce dernier, et ne m'en suis pas repenti.

Certes, la pièce est de son temps, et les mœurs d'aujourd'hui cadrent mal avec celles de l'époque où vivait George Sand. Demandez à M. de Castellane ce qu'il pense des scrupules et des idées du marquis de Villemér ! A vrai dire, ce n'est pas une pièce à thèse et d'une psychologie compliquée. C'est une simple histoire d'amour qui se passe dans un milieu qui n'a rien de prolétarien, mais qui est plaisante, abonde en saillies spirituelles et vous repose de certaines pièces dites « d'avant-garde », on sont exposées les tristes aventures des jeunes bourgeois d'après guerre. M. Bourdel a eu enfin l'occasion de met-

tre en valeur ses qualités primesautières, il a fait du *duc d'Aléria* un noble ruiné d'une philosophie remarquable, d'un entrain et d'une gaité qui firent la joie du spectacle. Mmes Paule Andral, parfaite, Guéreau, Catherine Jordan, G. de Kérivoual, MM. Roger Karl, le marquis de Villemér, J. Clément, M. Lamy et Lestieur, dans des costumes du temps, assurent au *Marquis de Villemér* une interprétation de premier ordre.

Pierre MUALDES.

Grande matinée artistique

le Dimanche 30 Novembre 1924

Au bénéfice du “ Libertaire ” quotidien

Salle René Moubel, 8, rue de l'Orient avec le concours assuré du *Damier Musical* qui interprétera des œuvres de Beethoven, Massenet, Gabriel Fauré, Léo Delibes et Mendelssohn.

des camarades FAUSTER, René FERNENS, Léo VILLE, Germaine NOREHC et Angèle GIL, des Groupements artistiques d'avant-garde.

des poètes chansonniers : Louis LOREAL, Marius BRUBACH et Roger TOZINY, des divettes Lucie VORY et Aimée MORIN.

Le Groupe Théâtral interprétera :

FIN DE MOIS OU DES BEEFTEACKS

Comédie satirique en un acte de Gaston DUTHIL

et

L'anglais tel qu'on le parle

Vaudeville en un acte de Tristan BERNARD

Le programme étant très chargé, nous commencerons à 14 h. 30 très précises. Ouverture du bureau à 14 heures. Entrée : 3 francs.

Communications : Métro : Blanche ; Nord-Sud : Abbesses ; Tramways : Lignes 5 et 30. Le programme détaillé sera vendu dans la salle au profit du *Libertaire*.

Nos échos

Renan et Jaurès.

Comme Renan, Jaurès avait reçu une éducation cléricale. Les Messieurs prêtres de la rue Reclusane, à Castres, n'avaient pas de meilleure élève.

Et cela se sentait dans l'ordonne de certaines de ses périodes où la technique de Bossuet avait mis son empreinte.

Ce fut deux ondoynants, deux talents aux contrastes visibles, pour qui le monde moderne était une belle représentation dont le peuple se trouvait être l'acteur principal.

L'un, aristocrate invétéré, créa Caliban et railla la démocratie.

L'autre reprit cette démocratie comme le leit-motiv de son cantique des cantiques. Ni l'un, ni l'autre n'avaient le sens vrai du réel sensible, tangibile, vivant.

Des mots ! Encore des mots ! Toujours des mots !

Ces deux fleuves verbaux ne prenaient pas leur source dans la terre féconde du peuple souffrant.

○○○

Aperçu du bonheur soviétique.

On s'y attendait. Les Confréries communistes, avec leurs moines chantants, leurs moines porte-bannières, leurs moines surveillants, leurs moines prêcheurs, ne pouvant supporter qu'on crie « Le Libertaire » le long de la procession Jauréssienne.

Quelques uns de nos jeunes se l'étaient permis. Ils étaient une quinzaine. Ils furent entourés par des groupes menaçants.

Ces sections rouges, adorateurs de St-Lénine, voulurent les empêcher de vendre notre journal, par des violences qui sont leurs seuls arguments contre la pensée libre.

Ils n'y réussirent point, car tout bon libéraliste a une trique ou des poings pour se faire respecter.

Mais ils nous donnèrent ainsi un aperçu du bonheur soviétique, au sein duquel d'ailleurs, si le malheur voulait qu'il vint jusqu'à nous, on n'aurait pas la peine et le plaisir de vendre « Le Libertaire », car ces gens n'imprimeraient plus que « L'Officiel Communiste ».

Alors on y lirait les nominations des officiers et généraux du ministre de la guerre Cachin, et ça suffirait au bonheur du peuple.

Le Four et le Football

Un pasteur anglican trouve sa femme carbonisée dans le calorifère de sa maison.

On croyait à un suicide mais, à la suite d'une enquête, les experts ont constaté qu'il avait fallu que quelqu'un la mit dans ce four où elle n'avait pu matériellement s'introduire elle-même.

On cherche le mystérieux auteur de ce crime.

Quant au jeune Sheaky, son fils, qui la retrouva le premier carbonisée dans le four, il fut tellement suffoqué par l'odeur, qu'il ferma la porte et s'en fut tranquillement jouer au football.

Cette indifférence et cet amour du sport sont une des caractéristiques d'une certaine jeunesse, qui n'est attachée qu'à ses plaisirs et qui demeure froide devant les drames de la vie.

LES SPECTACLES

Odéon. — 20 heures : Le Jardin du Paradis ; La Nuit Ensorcelée. Opéra-Comique. — 20 heures : Cavalleria Rusticana ; Werther. Gaité Lyrique. — Rip. Trianon Lyrique. — 20 h. 30 : Soirée réservée aux A. C. P.

Théâtre des Champs-Élysées. — Ballets Suédois. Comédie-Française. — 20 h. 45 : Le Vieil Homme. Odéon. — 20 h. 30 : Anna Sganarelle.

Porte Saint-Martin. — L'Amour. Comédie des Champs-Élysées. — Knock ; Es Scintillants. Studio des Champs-Élysées. — A l'Ombre du Mal.

Nouvel Ambigu. — Vieil Heidelberg. Atelier. — Chacun sa vérité. Théâtre des Arts. — La Rivalité de l'Homme. Gymnase. — La Galerie des Glaces. Théâtre de Paris. — La Tentation.

A travers le Monde En peu de lignes...

ANGLETERRE

IMPERIALISME OUVRIER

Le Comité exécutif de la Fédération des marins britanniques a adopté hier une résolution protestant contre le projet d'employer des marins et stewards allemands à bord des vaisseaux britanniques, à un moment où tant de gens de mer, en Grande-Bretagne, sont contraints au chômage.

La Fédération demandera au premier ministre et au président du Board of Trade de recevoir une députation à ce sujet.

N'est-ce pas regrettable et ridicule cette attitude des inscrits maritimes anglais et n'est-ce pas la faute des politiciens du Trade-Unionisme, si une telle mentalité se manifeste dans les rangs des gens de mer. Ne peut-on faire comprendre enfin dans les organisations ouvrières que tous les travailleurs sont frères et qu'ils n'ont pas de patrie. Le marin allemand n'est pas un danger pour son frère anglais, s'il travaille au même tarif et respecte les décisions syndicales.

A quoi rime alors ce nationalisme qui divise les travailleurs du monde. Ne serait-il pas plus sage de nous unir étroitement pour opposer notre force à celle du capitalisme international.

EGYPTE

ZAGHLOUL PACHA DEMISSIONNERA-T-IL ?

Une grande consternation règne parmi la population égyptienne. Dans les milieux politiques, l'opinion est divisée au sujet du maintien au pouvoir de Zaghloul pacha. Certains estiment que le gouvernement égyptien devrait repousser l'ultimatum puis démissionner. D'autres au contraire, demandent que Zaghloul Pacha persiste dans son refus d'accepter les exigences de la Grande Bretagne et reste au pouvoir afin de laisser la Grande Bretagne seule responsable des événements qui vont suivre.

LA SITUATION A ALEXANDRIE ET AU CAIRE

A la suite des manifestations antibritanniques qui se sont produites hier à Alexandrie, toute la garnison britannique de cette ville a défilé ce matin dans les rues. Cet après-midi, de fortes patrouilles circulent, prêtes à réprimer toute manifestation pro-égyptienne.

Au Caire un calme relatif règne, mais la police montée égyptienne craignant des démonstrations anglophobes de la part des étudiants des universités — qui se sont mis en grève hier — circule dans la ville afin d'éviter tout incident entre les Egyptiens et les membres de la colonie britannique du Caire.

Si c'est de cette façon que le Gouvernement de Londres espère apaiser les esprits, il se trompe et ne peut que provoquer de nouveaux incidents.

ENVOI DE RENFORTS

Londres, 25 novembre. — Un télégramme de Gibraltar annonce que le premier bataillon britannique des « Buffs » a reçu l'ordre de partir pour l'Egypte samedi prochain.

ALLEMAGNE

L'AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES

Le gouvernement du Reich a décidé de mettre en vigueur, avec effet à partir du 16 novembre, — et non du premier décembre, — comme cela avait été primitivement convenu, l'augmentation du traitement de base des fonctionnaires d'Etat, ainsi que des allocations sociales.

D'autre part la nouvelle Société des Chemins de fer du Reich a adopté l'échelle établie par le gouvernement allemand pour la fixation des salaires de ses employés. Quant aux salaires des ouvriers des chemins de fer, ils seront augmentés de 6 p. 100, avec application à partir du 16 novembre également.

AUTRICHE

LE CHOMAGE ET L'EMIGRATION

En conséquence de l'occupation du bassin de la Ruhr, de nombreuses usines allemandes avaient transporté leur siège en Autriche et par suite de l'évacuation, ces

usines commencent à retourner dans leur pays. Des usines tchécoslovaques quittent également l'Autriche.

Le nombre de ces entreprises s'élève à 80, la plupart sont des usines métallurgiques ou textiles et de nombreux ouvriers autrichiens employés dans ces entreprises vont s'établir en Allemagne.

La crise du chômage étant très sérieuse en Autriche, on espère de ce fait une amélioration dans la situation.

N'est-il pas terrible de songer que des hommes soient obligés de partir ainsi à l'aventure en laissant souvent femme et enfants, pour arriver à gagner de quoi vivre.

Belle société, que celle dirigée par notre bourgeoisie internationale ! Si le prolétariat avait seulement conscience de sa force, il serait bientôt le maître de la production et l'équilibre social serait bien vite établi.

ESPAGNE

PENDANT QU'ON EXPULSE DE FRANCE LES REVOLUTIONNAIRES D'ESPAGNE

Les souverains espagnols ont offert, en l'honneur de l'Ambassadeur de France et de la vicomtesse de Fontenay, un déjeuner auquel étaient invités, outre la reine douairière, l'amiral Magaz, président du directoire par intérim, M. Corbin, conseiller d'Ambassade, le commandant de Cuverville, attaché militaire.

Et toute cette racaille franco-espagnole a sans doute bu à l'assassinat des révolutionnaires.

ITALIE

MUSSOLINI FAIT BARRE A GAUCHE

Mussolini ne paraît pas plus. Le dictateur sent le pouvoir se dérober, et il en est aujourd'hui à la période des promesses. Comme il ne tient nullement à abandonner le pouvoir, il fait des concessions et, devant l'opposition de MM. Giolitti et Orlando, anciens présidents du Conseil, qui maintiennent leurs positions d'hostilité, le « Duce » se défend comme il peut.

Au cours du débat sur la politique intérieure, Mussolini a déclaré qu'il poursuivrait le retour graduel à la légalité et qu'il réprimerait les excès fascistes.

Faisant allusion aux incidents survenus le 4 novembre dernier, il ajouta : « Les combattants, laissant leur uniforme, redevenaient de simples citoyens, ayant le droit de choisir un parti. LE PAYS EST DETACHE DU FASCISME. Marchons donc vers une constitution normale ».

A la suite de ces déclarations, la Chambre accorda sa confiance au dictateur par 337 voix contre 17 et 18 abstentions. Il faut dire que 130 députés de l'opposition continuant à ne pas vouloir siéger.

Mussolini devient doux comme un mouton, c'est que le règne des chemises noires ne tient plus qu'à un fil. L'aventurier italien aura passé et sa mort politique ne lui sera aucun regret.

MUSSOLINI ET L'AMOUR

« Le pays est détaché du fascisme parce qu'en politique il arrive ce qui arrive en amour : « Après les mauvais temps, le soleil brille à nouveau ! »

Cette pensée n'est pas de Machiavel, ni de Stendhal, ni du vieux Bourget, elle est de la Borgia romaine, de Mussolini en personne.

RUSSIE

LES NOUVEAUX FONCTIONNAIRES A PARIS

On mande de Moscou, que M. Voline, rédacteur de la « Rabotchaia Moskva » a été nommé premier secrétaire d'Ambassade à Paris et M. Vro Arrossel, un écrivain connu, chef du bureau de la presse.

Le personnel de l'Ambassade partira pour Paris prochainement.

Nous connaissons un autre Voline, mais un révolutionnaire celui-là, qui n'est pas un officiel des Soviets, mais qui est chassé de Russie parce qu'il fit la Révolution et ne voulait pas soutenir la nouvelle bourgeoisie. Un de plus pour qui les portes de l'Ambassade largement ouverte à la finance et à l'industrie, resteront toujours closes.

Car les travailleurs se rendront bientôt compte de quelle façon on les regarçait à l'Ambassade « ouvrière et paysanne »

Une avalanche de fruits

Emile Thierry, 44 ans, porteur aux Halles demeurant 94, rue de la Villette essayait de s'emparer d'un sac de pommes de terre quand en tirant il fit s'écrouler une pile de « cagois » qui l'ensevelirent à moitié.

Enlèvement d'une fillette

En 1915, Mme Léona Pangreaux déclarée indigne de garder sa fillette se la vit enlever et celle-ci fut confiée au ménage Le Chanduette, habitant Boulogne-sur-Seine.

Or, ces jours derniers, en face du Palais de Justice, deux inconnus ont enlevé l'enfant à sa tutrice.

Quel est ce mystère ?

Un grand criminel

Désiré Friant, 39 ans, manœuvre, demeurant 18 Boulevard de la Villette à Pantin, a été arrêté alors qu'il prenait une paire de chaussures à l'étalage de M. Izie Juncour, 15, avenue Secrétan.

Le pauvre hougne en avait sans doute un besoin pressant. Mais on n'arrête pas les grands voleurs de la finance qui, eux, n'ont d'excuses que leur rapacité.

Une rafle

Une rafle a été opérée, l'autre nuit, dans le quartier du Pont-de-Plandre. Plusieurs arrestations ont été opérées.

Un gendarme mal reçu

Quatre Polonais en train de cambrioler une villa à Surville, surpris par les gendarmes, les ont accueillis à coups de feu.

Un gendarme a été grièvement blessé et les Polonais se sont échappés.

Le brulard interrompt la navigation sur les côtes de l'Océan

Lorient, 23 novembre. — La navigation est suspendue en raison d'un brulard épais qui recouvre l'Océan. Les vapeurs faisant le service entre Groix, Port-Louis et Lorient, n'ont pu opérer leur traversée quotidienne. Sur rade, les navires sont immobilisés.

Deux usines incendiées

Bordeaux, 23 novembre. — Ce matin, vers 4 heures, un incendie s'est déclaré dans l'importante fabrique d'objets de voyage Pichard, rue de Bégles. La fabrique a été détruite ; il y a plus d'un demi million de dégâts.

Le feu s'est communiqué à l'atelier de bonneterie de M. de Naurolis et à divers logements et a causé 100.000 francs de dégâts supplémentaires.

Amiens, 23 novembre. — Un incendie a détruit la fabrique de lattes Charpentier, à Gamaches et une maison d'habitation. Les dégâts se montent à 300.000 francs.

Condamnation d'escrocs des sinistres

Amiens, 23 novembre. — Henri Bonnin, brocanteur à Péronne, et Fourquet Raymond, agent d'affaires à Paris, rue Edouard-VII, se livraient au trafic des dommages de guerre et des bons de cession. Ils avaient fait livrer à un marchand de métaux de Reims pour 175.000 francs de matériaux provenant des prestations en nature et commis de nombreuses escroqueries au préjudice des sinistres de Péronne.

Le tribunal correctionnel a condamné Fourquet à un an de prison et Bonnin à trois mois et tous deux à 3.000 francs d'amende.

Parricide ?

Anancy, 23 novembre. — Un cultivateur père de 12 enfants, M. Perillat, 58 ans, au hameau de Bouchet, commune de Grand-Bernard, a été trouvé mort la tête défoncée au bord d'un chemin.

On soupçonne son fils Edouard, 18 ans, d'être l'auteur du crime.

Il allait se suicider : il meurt

Lyon, 23 novembre. — Joseph Frassez, 71 ans, célibataire, demeurant 54, rue Crillon, allait se noyer dans le Rhône. Mais à peine arrivé, quai de la Mulatière, il fut saisi par le froid et tomba mort, frappé de congestion.

Escroc pincé

Lyon, 23 novembre. — On a arrêté, sous l'inculpation d'escroqueries, Jean Bergeron, 35 ans, soi-disant courtier en légumes, qui, sous des noms usurpés, prenait frauduleusement livraison de bateaux de fruits ou de pommes de terre, expédiés à des négociants lyonnais, et les revendait à son profit.

35 élèves intoxiqués au lycée de Montpellier
Montpellier, 23 novembre. — Au Grand Lycée de Montpellier, 35 élèves des classes supérieures ont subi un commencement d'in-

toxication que l'on croit dû à une absorption de purée de pois et de viande préparées dans des conditions défectueuses. Des soins énergiques ont été aussitôt prodigués aux jeunes malades dont l'état n'inspire aucune inquiétude.

Mort de froid

Pau, 23 novembre. — M. Jean Hengas, 73 ans, habitant seul dans sa propriété de Jurançon a été trouvé râlant de froid sur son lit. Malgré tous les soins les malheureux a succombé peu après.

La mort n'en voulait pas

Coutances, 23 novembre. — M. Hilaire, 25 ans, venant de Lamballe (Côtes-du-Nord), s'est jeté par la portière, entre les gares d'Orval et Coutances, après s'être taillé profondément le bras gauche avec son couteau.

Son état est grave mais on ne désespère pas de le sauver. Le malheureux ne jouirait pas de toutes ses facultés.

Disparition d'un chef de gare

Lyon, 23 novembre. — M. Laporte, 48 ans, chef de gare d'Amplepuis (Rhône), a disparu subitement depuis quelques jours.

Locomotive renversée

Cahors, 23 novembre. — Par suite du mauvais état de la voie, un train de voyageur partant de Cahors a déraillé à Mermes. La machine a culbuté. Il n'y a heureusement pas d'accident de personne. Les voies sont obstruées.

DEPARTEMENTS

— Un guimpeur, Mlle Emilia Zahetti, à Lyon, se tue d'un coup de revolver. Chagrins intimes.

— L'immeuble de M. Gauderique Bousquet, à Mosset (Pyrénées-Orientales), est détruit par un incendie.

— A Monastères-sous-Rodez (Aveyron), le feu a détruit une maison habitée par M. Loupiac, plâtrier. Dégâts importants.

LEURS DIVIDENDES

— Des ouvriers détachaient un bloc énorme à la carrière de Guernic lorsque la masse de schiste roula d'une hauteur de plusieurs mètres. L'ouvrier Henri Rassin, 37 ans, père de 7 enfants ne put éviter la terrible avalanche qui lui broya le corps.

— En amenant de Laroche-Migennes à Dijon un train de marchandises, M. Louis Jovignot, 34 ans, mécanicien au dépôt de Dijon, se penchant pour voir les signaux dans le brulard intense, eut le crâne fracassé contre un poteau. La mort fut instantanée.

Resté seul, le chauffeur put heureusement et malgré sa vive émotion, assurer la marche du convoi jusqu'à la gare voisine.

Jovignot était père de deux jeunes enfants.

— En traversant un passage à niveau non gardé, près d'Eppeville, Théodore Pasquier, domestique de culture à Esmerly-Hallon, fut surpris avec son attelage par un train venant de Péronne et grièvement blessé.

— Etienne Trubert, 36 ans, charretier à Châlons-sur-Marne, faisait un chargement dans une carrière. Un écart du cheval entraîna l'attelage et le conducteur dans la carrière. L'état du malheureux est très grave.

Anancy, 23 novembre. — Dans la forêt de Jorais, près de Cordon (Haute-Savoie), les jeunes Despois, Bimain Bottelier, âgés de 17 ans, et Anselme Bottelier, âgé de 16 ans, étaient occupés, en compagnie de leurs pères, à abattre un sapin, lorsque l'arbre, ne tenant plus que par l'écorce, le jeune Anselme s'approcha pour en hâter la chute en le poussant brusquement. Tout à coup le sapin tomba de lui-même, écrasant la tête du malheureux qui mourut sur-le-champ.

Important meeting de fonctionnaires

Lorient, 23 novembre. — Un grand meeting des fonctionnaires du Morbihan s'est tenu aujourd'hui à Lorient. En présence de 500 adhérents, le secrétaire général de la Fédération nationale, M. Laurent, a exposé les revendications des fonctionnaires. Puis un ordre du jour a été adopté en faveur de l'amnistie obligatoire, du vote de la loi reconnaissant l'existence légale des syndicats de fonctionnaires et demandant, en outre, la mise en harmonie des traitements avec les conditions économiques actuelles, l'institution d'une échelle mobile et une avance mensuelle immédiate de 100 francs.

Le mitron qui tua son patron voulait se suicider On l'arrête

Joseph Charpin, âgé de 17 ans, l'ouvrier boulanger qui tua son patron, rue Monsieur le prince, a été arrêté hier soir à Pantin.

Charpin, qui se trouvait près du pont du Chemin de fer, au lieu dit La Folie, tenta de se suicider vers 8 heures, en se jetant sous un express. Il en fut empêché par deux jeunes gens présents qui le remirent entre les mains d'un agent.

Manifestation des victimes de la guerre

Lille, 23 Novembre. — Une grande manifestation, organisée par la Fédération du Nord, les associations de Mutilés, Réformés, Veuves et Ascendants de la Guerre, s'est déroulée aujourd'hui à Lille. Elle avait pour objet le réajustement des pensions de guerre avec le coût actuel de la vie.

Un cortège, d'environ 5.000 personnes, précédé de nombreux drapeaux, a parcouru les principales artères de la ville et s'est rendu à la préfecture. Les Mutilés à peu près valides portaient leurs camarades qui ne pouvaient marcher pour monter sur le perron du bâtiment.

M. Hudelo, préfet du Nord, promit de s'employer de son mieux à faire aboutir les demandes formulées par les manifestants.

Le Bloc des gauches commence à se discrediter, avec ses promesses et son refus de les tenir.

L'Idéal du Parti Communiste

Voici le texte d'une convocation, par pneumatique, du chaouch Hady Ali, à un Algérien adhérent au parti des voleurs, dit communiste : « Camarade, vous êtes obligatoirement convoqué à assister à notre réunion pour l'organisation d'un Congrès d'indigènes algériens adhérents au P. C. » Hé oui ! vous avez encore le culot de vous dire anti-bourgeois ! Vous qui convoquez ainsi vos mitchons au prix de 0 fr. 75 ; s'ils sont au nombre de sept ou huit cents ça serait kif kif. C'est tout de même révoltant que cet argent soit perdu ainsi ; il y a de quoi nourrir une bonne famille de ceux qui crévent tant de misère, hé oui ! le jeune camarade serait donc obligé d'assister à votre réunion, sinon, gare au refus d'obéissance ! Vous avez tellement l'habitude de vous servir de la ficelle pour vous accaparer des coopératives ! Mais la police trouvera plus de facilité à être sous vos ordres pour vous recruter des adhérents. Il n'y aurait rien d'étonnant que sous peu vous obligiez encore ces pauvres familles à porter des jupons au lieu de culottes.

Enfin, vous donnez toutes les preuves de votre barbarie. Il n'y a que ces forçats du patronat qui ne montrent rien de leur dignité pour vous cracher sur la gueule, au lieu d'écouter vos saloperies.

Cela commence à aller mal avec vos électeurs français, après la reconnaissance de votre Russie bourgeoise, par sa petite sœur française. Hélas vous avez quand même l'habitude d'accoucher d'autres nouvelles politiques, mais pour asservir les Arabes cette fois, avec la complicité du barbare Hadj Ali.

Pauvres Khoulia ! pas de chance ! la première bourrique qui se présente vous fait tourner comme des girouettes et pourtant la chose est assez claire : Vous n'avez qu'à leur demander combien de roubles ils touchent de leurs frères de Moscou, pour vous bourrer ainsi le crâne au nom de leur révolution. Je voudrais bien savoir, moi, à mon tour, dans quelle usine travaillent les rois des bandits : Cachin et ses enfants de cœur. Quant à leurs garde-chiourmes Monmousseau, Semar et toute la clique, je connais leurs places et leurs salaires : journaliers pour les mensonges et calomnies via la place de député. Je ne trouve qu'un seul bon révolutionnaire chez eux : le capitaine polonais. Quant aux tout-petits poussins, ils déshéritent par bien oui oui, en attendant l'héritage de leur grand papa, bien sûr qu'ils sont des révolutionnaires en manchettes et faux-cols, sur des bons fauteuils au Palais-Bourbon, mais en attendant les pauvres bagarres de Solovietzki vous envoient le cri d'amnistie, eux qui ont osé élever la voix contre toutes les dictatures. Quant à nous, leurs frères de misère, nous nous criions : « A bas les deux bagnes : celui de Biribi et celui de Solovietzki ! A bas les politiciens, les luteurs, les hypocrites pour l'autorité, contre le bien-être et la liberté ! »

Saïl MOHAMED.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 24 NOVEMBRE 1924. — N° 156.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIEME PARTIE

Les souffrances de l'inventeur

— Tu attends des rentrées, en es-tu sûr ? demanda l'avoué, presque surpris de la facilité avec laquelle son client entraînait dans la machination.

— Dans trois mois, je serai riche, répondit l'inventeur avec une assurance d'inventeur.

— Ton père n'est pas encore en pré, répondit Petit-Claud, il tient à rester dans les vignes.

— Est-ce que je compte sur la mort de mon père... ? répondit David. Je suis sûr la trace d'un secret industriel qui me permettra de fabriquer sans un brin de coton un papier aussi solide que le papier de Hollande, et à cinquante pour cent au-dessous du prix de revient actuel de la pâte de coton...

— C'est une fortune, s'écria Petit-Claud, qui comprit alors le projet du grand Cointet.

— Une grande fortune, mon ami, car il faudra, dans dix ans d'ici, dix fois plus de papier qu'il ne s'en consomme aujourd'hui. Le journalisme sera la folie de notre temps !

— Personne n'a ton secret ?

— Personne, excepté ma femme.

— Tu n'as pas dit ton projet, ton programme à quelqu'un... aux Cointet, par exemple ?

— Je leur en ai parlé, mais vaguement, je crois.

Un éclair de générosité passa dans l'âme enflelée de Petit-Claud, qui essaya de tout concilier, l'intérêt des Cointet, le sien et celui de Séchard.

— Ecoute, David, nous sommes camarades de collège, je te défendrais ; mais, sache-le bien, cette défense à l'encontre des lois te coûtera cinq à six mille francs !... Ne compromets pas ta fortune. Je crois que tu seras obligé de partager les bénéfices de ton invention avec un de nos fabricants.

Voyons, tu y regarderas à deux fois avant d'acheter ou de faire construire une papeterie... Il te faudra, d'ailleurs, prendre un brevet d'invention... Tout cela vaudra du temps et vaudra de l'argent. Les huissiers frondent sur toi peut-être trop tôt, malgré les détours que nous allons faire devant eux...

— Je tiens mon secret ! répondit David avec la naïveté du savant.

— Eh bien, ton secret sera ta planche de salut, reprit Petit-Claud repoussé dans sa première et loyale intention d'éviter un procès par une transaction, je ne veux pas le savoir ; mais écoute-moi bien : tâche de travailler dans les entrailles de la terre que personne ne te voie et ne puisse soupçonner tes moyens d'exécution, car ta planche te serait volée sous tes pieds... Un inventeur cache souvent un jobard sous sa peau ! Vous pensez trop à vos secrets pour pouvoir penser à tout. On finira par se douter de l'objet de tes recherches, tu es environné de fabricants ! Autant de fabricants, autant d'ennemis ! Je te vois comme le castor au milieu des chasseurs, ne leur donne pas ta peau...

— Merci, mon cher camarade, je me suis dit tout cela, s'écria Séchard ; mais je te suis obligé de me montrer tant de prudence et de sollicitude !... Il ne s'agit pas de moi dans cette entreprise. A moi, douze cents francs de rentes me suffiraient, et mon père doit m'en laisser au moins trois fois autant quelque jour... Je vis par l'amour et par ma pensée !... Une vie céleste... Il s'agit de Lucien et de ma femme, c'est pour eux que je travaille...

— Allons, signe-moi ce pouvoir, et ne t'occupe plus que de ta découverte. Le jour où il faudra te cacher à cause de la contrainte par corps, je te préviendrai la veille ; car il faut tout prévoir. Et laisse-moi te dire de ne laisser pénétrer chez toi personne de qui tu ne sois sûr comme de toi-même.

— Cérizet n'a pas voulu continuer le bail de l'exploitation de mon imprimerie, et de là sont venus nos petits chagrins d'argent. Il ne reste donc plus chez moi que Marion, Kolb, un Alsacien qui est comme un caniche pour moi, ma femme et ma belle-mère...

— Ecoute, dit Petit-Claud, défie-toi du caniche...

— Tu ne le connais pas ! s'écria David. Kolb, c'est comme moi-même.

— Veux-tu me le laisser éprouver ?...

— Oui, dit Séchard.

— Allons, adieu ; mais envoie-moi la belle madame Séchard, un pouvoir de ta femme est indispensable. Et, mon ami, songe bien que le feu est dans tes affaires, dit Petit-Claud à son camarade en le prévenant ainsi de tous les malheurs judiciaires qui allaient fondre sur lui.

— Me voilà donc un pied en Bourgogne et un pied en Champagne, se dit Petit-Claud après avoir reconduit son ami David Séchard jusqu'à la porte de l'étude.

En proie aux chagrins que cause le manque d'argent, en proie aux peines que lui donnait l'état de sa femme, assassinée par l'infamie de Lucien, David cherchait toujours son problème ; or, tout en allant de chez lui chez Petit-Claud, il machait par distraction une tige d'ortie qu'il avait mise dans de l'eau pour arriver à un rouissage quelconque des tiges employées comme matière de sa p te. Il voulait remplacer les divers brisements qu'opèrent la macération, le tissage ou l'usage de tout ce qui devient fil, linge ou chiffon, par des procédés équivalents. Quand il alla par les rues, assez content de sa conférence avec son ami Petit-Claud, il se trouva dans les dents une balle de pâte : il la prit sur sa main, l'étendit et vit une bouillie supérieure à toutes les compositions qu'il avait obtenues ; car le principal inconvénient des pâtes obtenues des végétaux est un défaut de liant. Ainsi la pâte donne un papier cassant, quasi mélangé et sonore. Ces hasards-là ne sont rencontrés que par les auteurs de recherches des causes naturelles !

— Je vais, se disait-il, remplacer par l'é-

fet d'une machine et d'un agent chimique l'opération que je viens de faire machinalement.

Et il apparut à sa femme dans la joie de sa croyance à un triomphe.

— Oh ! mon ange, sois sans inquiétude ! dit David en voyant que sa femme avait pleuré. Petit-Claud nous garantira pour quelques mois de tranquillité. L'on me fera des frais ; mais, comme il me l'a dit en me reconduisant : « Tous les Français ont le droit de faire attendre leurs créanciers, pourvu qu'ils finissent par leur payer capital, intérêts et frais !... » Eh bien, nous payerons...

— Et vivre ? dit la pauvre Eve, qui pensait à tout.

— Ah ! c'est vrai, répondit David en portant la main à son oreille par un geste inexplicable et familier à presque tous les gens embarrassés.

— Ma mère gardera notre petit Lucien et je puis me remettre à travailler, dit-elle.

— Eve ! ô mon Eve ! s'écria David en prenant sa femme et la serrant sur son cœur. Eve, à deux pas d'ici, à Saintes, au XVI^e siècle, un des plus grands hommes de la France, car il ne fut pas seulement l'inventeur des émaux, il fut aussi le glorieux précurseur de Buffon, de Cuvier, il trouva la géologie avant eux, ce naïf bonhomme ! Bernard Palissy souffrait la passion des chercheurs de secrets, mais il voyait sa femme, ses enfants et tout un faubourg contre lui. Sa femme lui vendait ses outils... Il errait dans la campagne, incompris !... pourchassé, montré au doigt !... Mais, moi, je suis aimé !

— Bien aimé ! répondit Eve avec la placide expression de l'amour sûr de lui-même.

LA SUITE.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

POUR L'AUTONOMIE

Contre le parlementarisme syndical

Le syndicalisme subit en ce moment une crise, profonde, indiscutable.

D'aucuns peuvent le regretter, surtout ceux qui trouvaient que tout était pour le mieux dans le meilleur des syndicalismes. Mais le regretter n'est pas suffisant. Il faut mieux en analyser les causes, voir si cette crise n'était pas inévitable, si elle n'est pas l'aboutissement logique des méthodes d'organisation utilisées depuis un certain temps, en un mot si elle n'est pas la phase nécessaire à un changement de route.

Quand on analyse la constitution des deux C.G.T. (la deuxième étant calquée sur la première), une constatation vous frappe avec évidence : c'est que leur organisation est une copie, en plus mal, du régime parlementaire, prétendu démocratique.

Un bureau fédéral impulsé par une commission administrative, laquelle suit (ou devrait suivre) les décisions d'une sorte de caricature de parlement, le Comité confédéral national, formé presque exclusivement de permanents rétribués, permanents des Unions départementales ou des Fédérations.

Ceux-ci ne sont même pas des élus directs des syndiqués, ils ont été nommés par des congrès départementaux de délégués de chaque syndicat, voire même par une simple commission, ou par leur fédération. Quel fonctionnement tenant à la fois du bureaucratisme et du parlementarisme à suffrage restreint, au cinquième ou au sixième degré !

En fait et en pratique, le syndiqué n'est plus rien dans cette machinerie compliquée des organismes centraux. Plus des trois quarts des syndiqués français sont dans l'incapacité de dire comment fonctionne la C.G.T. à laquelle ils appartiennent. On leur demande leur argent, leurs cotisations, un point c'est tout. Les fonctionnaires pensent et agissent (?) pour eux.

Plus que la scission encore, ce centralisme outrancier a nui au syndicalisme. Les esprits libres n'y peuvent se faire entendre. L'esprit d'initiative, qui manque tant à la classe ouvrière, et que le syndicalisme aurait dû avoir pour mission de développer, y est complètement étouffé.

On s'étonne du désintéressement des travailleurs pour leur organisation de classe ? Comment peut-il en être autrement quand le syndiqué n'est plus rien qu'une machine à cotiser et à voter.

Tout la vie active du syndicalisme n'est qu'une suite de combinaisons électorales. On utilise les pires procédés, les plus dégoûtantes manœuvres, pour arriver à constituer des majorités plus ou moins fictives dans les congrès.

Qu'importe l'action directe des ouvriers, les succès des grèves, l'organisation de tactiques de lutte, de boycottage, etc... l'éducation par causeries, cours techniques, bibliothèques, etc.

Il y a vingt ans, on causait dans les syndicats, de l'organisation future du travail, après la révolution, par les syndicats. Aujourd'hui, on donc s'intéresse-t-on à cette question ?

En se centralisant, en s'imprégnant les méthodes politiques, le syndicalisme a perdu peu à peu de son idéal, de sa force.

La constitution d'une troisième C.G.T. ne résoudrait pas ce grand problème. Il faut décentraliser le syndicalisme, ne garder qu'un organisme central réduit, simple agent de liaison et de renseignements, ne jouant plus le rôle d'un gouvernement au petit pied.

Autonomie des syndicats, oui, mais pas une autonomie de circonstance, à laquelle on se rallie par impossibilité de reconquérir les C.G.T.

Puisque le mouvement autonomiste est lancé, qu'il aille jusqu'au fond de sa besogne de rénovation, qu'il redonne aux syndicats et aux unions locales l'esprit d'indépendance et d'initiative, indispensable à une renaissance du syndicalisme.

G. B.

A Amiens

LES PROCÉDES SCISSIONNISTES DES COMMUNISTES DE LA FÉDÉRATION UNITAIRE DU TEXTILE. ECHEC COMPLET.

Depuis la constitution de la C.G.T.U., le syndicat des tisseurs et fleurs d'Amiens, qui était minoritaire dans l'ancienne C.G.T., s'était déclaré autonome, ne voulant avoir rien de commun avec Jouloux et sa suite, et ne voulant pas non plus devenir un instrument entre les mains des politiciens bolchevistes.

L'unité dans la corporation fut maintenue. Ce syndicat fut le plus actif pour la question des salaires, celle des huit heures, etc.

Notons qu'à Amiens, à la scission, tous les syndicats autonomes, unitaires et confédérés continuèrent à former une Union locale, la Bourse du travail, et prirent la résolution que tout syndicat, quelle que soit sa tendance, qui se formerait dans une corporation où existait déjà un syndicat, ne serait pas admis à la Bourse du travail, et serait considéré presque comme jaune.

Le secrétaire de la Bourse, ayant lui-même formé un syndicat confédéré contre son propre syndicat qui était alors unitaire et est devenu autonome par la suite, fut « démissionné » de son poste à la Bourse et remplacé par le secrétaire du syndicat autonome des tisseurs.

Ce fut, plus tard, la Bourse du travail d'Amiens qui tenta le rapprochement des deux U. D. de la Somme et des syndicats autonomes et constitua un Comité mixte, dont on a tant parlé l'année dernière.

Cela pouvait-il aller ainsi, au gré de Messieurs les agenciers de la religion bolcheviste. Non.

Profitant d'un moment propice (absence du secrétaire des tisseurs), la Fédération unitaire du textile soudoya une femme,

syndiquée depuis quelques mois, ne connaissant absolument rien aux diverses tendances du syndicalisme. On la fit venir à Paris, on lui paya son voyage et ses frais et on la munit de cartes et timbres.

Et alors, jugez de la façon de procéder des unitaires. Cette femme était collectiviste du syndicat. On ne fit aucune réunion. Aucune convocation ne fut envoyée. Lucie Collard vint, comme une cambrioleuse, voir quelques syndiqués. Elle n'en vit que 4 ou 5, les autres refusèrent de se dérouter pour cette besogne de scission louche et occulte.

La collectiviste changea les cartes des syndiqués contre des cartes unitaires. Tout cela fut fait par surprise, accompagné de force mensonges et calomnies.

Aucun syndicat unitaire des tisseurs n'existait. Et on plaçait quand même des cartes.

Avertie, la Commission du syndicat exclut la collectiviste puis en appela à l'Assemblée générale qui eut lieu avant-hier samedi.

Maria Demailin, la collectiviste, convoquée, essaya de s'expliquer. On lui demanda à qui elle versait les cotisations perçues. Elle ne put ou ne voulut répondre. De telle sorte que les tisseurs eurent la conviction qu'on lui avait donné, à la Fédération unitaire, des cartes et timbres qu'elle tenta de placer, mais comme il n'y a pas de syndicat, peut-être lui laisse-t-on les cotisations pour prix de son ignoble besogne.

Quel joli travail fait là la Fédération des Jacob, Richetta, Foulon, Herclot, etc... Essayer de crouler un syndicat sans même essayer d'en monter un autre. S'ils ne sont pas payés par les patrons, ils ne sont pas malins, car ils mériteraient de l'être.

Mais ils sont tombés sur un bec. Les syndiqués ont rapporté leurs cartes unitaires. A part 6 ou 7, le secrétaire du syndicat autonome des tisseurs tient le restant du stock à sa disposition.

L'Assemblée générale a voté l'ordre du jour suivant :

« Le Syndicat autonome des tisseurs et fleurs d'Amiens, réunis en assemblée générale le 22 novembre 1924, après avoir dévoilé les agissements de la C.G.T.U. par l'intermédiaire de Maria Demailin, voue au mépris de la classe ouvrière de tels agissements qui ont pour but la désorganisation du syndicat, seule arme de combat des travailleurs contre un patronat rapace. »

Cela fut voté à l'unanimité.

D'autre part, la semaine dernière, le Comité général de la Bourse du travail d'Amiens, à l'unanimité des syndicats amiennois, unitaires compris, a adopté un ordre du jour similaire, qui fut envoyé à la Fédération unitaire du textile, laquelle n'en a pas soufflé mot, et pour cause.

Inutile de commenter cet exposé ; que partout les diviseurs intéressés ramassent de pareilles bûches et ils se tiendront tranquilles.

Dans le Livre Unitaire

Les typos et linos unitaires s'intéressent à leur organisation, ils viennent de le prouver par l'empressement qu'ils ont mis à voter pour le renouvellement de leur comité syndical.

Plus de 600 camarades ont pris part au vote.

Ont obtenu : Salagé, 474 voix ; Charbonnel, 437 ; Digne, 410 ; Gardeblé, 378 ; Dupuis, 397 ; David, 392 ; Coste, 381 ; Charroin, 359 ; Gérard, 358 ; Gauton, 356 ; Guérin, 352 ; Bellico, 348 ; Mlle Pototsniak, 335 ; Le Marec, 327 ; Dufour, 323.

Viennent ensuite : Ollichet, 322 ; Demarche, 316 ; Roisseleux, 316 ; Marchand, 313 ; Villain, 247 ; Piard, 228 ; Marret 217.

Commission de contrôle.

Sont élus :

J. Roy, 448 ; Linck, 435 ; Maillot, 424, vient ensuite Steuri, 277.

Les membres du comité sortant et ceux du nouveau conseil sont priés d'assister à la réunion de mercredi prochain 26, où seront attribuées les fonctions aux camarades élus.

Le secrétaire : SALAGÉ.

DANS L'ENSEIGNEMENT

A propos des traitements des instituteurs

Une motion du Syndicat de Maine-et-Loire. Le Syndicat de l'Enseignement de Maine-et-Loire, ayant examiné la question de relèvement des traitements.

S'élève contre l'intention non déguisée du gouvernement, qui avait promis la base de 6.000 francs, de revenir sur cette décision en voulant faire aux instituteurs, sous le prétexte qu'ils sont logés, une situation diminuée relativement aux autres fonctionnaires de même culture ;

Le Syndicat fait remarquer entre autres que dans le cas des ménages d'instituteurs les deux traitements se trouveraient réduits, alors qu'il n'est prévu qu'un seul logement ou une seule indemnité représentative par ménage et que la retraite, calculée sur le seul traitement de l'Etat, serait diminuée pour tous du fait du logement en nature ;

Et il s'arrête à la solution suivante pour mettre les instituteurs sur le pied d'égalité entre eux et avec les autres fonctionnaires.

Le traitement des instituteurs et institutrices est le même que celui des fonctionnaires de la même catégorie. Pas de réduction du fait du logement. L'instituteur peut son loyer à la commune là où il y a un local convenable attachant à l'école. Le prix de location est fixé par une commission paritaire départementale qui statuerait également en cas de conflit sur la convenance du logement. En aucun cas, la municipalité ne peut introduire des personnes étrangères à l'école dans les locaux inoccupés qui serviraient d'annexe aux salles de classe.

Le syndicat estime, en outre, que le crédit accordé à l'enseignement primaire doit être employé pour une augmentation uniforme dans toutes les classes et la réduction du nombre des classes et du stage dans chaque classe, achèvement vers le traitement unique.

Enfin il réclame comme une nécessité de l'heure les 1.800 francs pour 1924, cette indemnité ayant été reconnue indispensable par les parlementaires de gauche avant leur victoire électorale du 11 mai.

Les coiffeurs en Russie

L'espérance qu'avait fait naître, dans la classe ouvrière mondiale, la Révolution bolchevique de novembre 1917, s'était un peu chaque jour à la lumière des faits ; ce ne sont pas les discours nébuleux, la phraseologie creuse des communistes français qui feront revivre parmi les foules l'enthousiasme de la période 1917-1920.

Jusqu'à ce jour — chez les coiffeurs du moins — nous nous étions abstenus de prendre position sur l'évolution de la Révolution russe, mais puisque aujourd'hui, c'est au nom de cette Révolution qu'on nous insulte, qu'on nous frappe et que l'on tente de nous assassiner, force nous est donc de sortir de notre réserve et de voir ce qu'a valu à la classe ouvrière russe cette Révolution.

Pour les malheureux communistes français il n'y a aucun doute, nous sommes des petits bourgeois, des contre-révolutionnaires, des anarchistes, syndicalistes, des démolisseurs de syndicats, cela n'empêche que nous avons versé des milliers de francs, que les timbres de solidarité pour cette Révolution recouvrent nos cartes confédérales. Faut-il aussi rappeler à ces aveugles que des plus petites réunions aux plus grandes, par une activité incessante, après notre journée de travail, nous avons défendu cette Révolution, dont vivent aujourd'hui — du moins en France — ceux qui hier la combattaient.

Nous nous serions tenus dans notre prudente réserve sur la régression de cette Révolution, si les intellectuels qui la dirigent n'avaient eu la prétention de diriger aussi le Syndicalisme français, « qui, contrairement au Syndicalisme (1) russe », a son histoire son passé rempli de luttes glorieuses contre le patronat, qui est enfin une organisation de classe solide, et qui, au surplus, avait la prétention justifiée de vouloir être libre et indépendant vis-à-vis de tous les groupements extérieurs, pour avoir écouté et cru avec trop de complaisance certains policiers de France, les dirigeants du mouvement communiste ont une grosse part de responsabilité dans la division du mouvement ouvrier français.

Mais revenons à l'objet de cet article et voyons la situation des ouvriers coiffeurs en Russie. N'y étant pas allé et ne voulant pas croire les calomnies et les mensonges (1) des petits bourgeois syndicalistes, je vais laisser la parole à un pur entre les purs, à un authentique communiste — breveté S. G. D. G. — qui, après s'être engagé volontairement pour la guerre du Droit, etc., s'est engagé depuis trois ans comme fonctionnaire permanent et qui est par des sus le marché membre du Comité Directeur du P. C., une huile, quoi ! dont les fidèles ne peuvent douter, sans commettre un péché mortel. Voici ce qu'écrit Cordier M... sur l'Ouvrier Coiffeur de janvier 1923 à son retour de Moscou :

Voici les passages les plus suggestifs :

« De 1917 à 1919, nos camarades coiffeurs luttent pour l'obtention du salaire fixe et la diminution des heures de travail, mais la Russie se trouve à cette époque en pleine décomposition économique... Les ouvriers eux-mêmes suivent l'exode des patrons et bientôt il ne reste plus que 400 ouvriers coiffeurs à Moscou sur 1.900, et presque plus de patrons. A cette époque, la municipalisation des salons de coiffure est décidée... En 1920 la situation reste dure... Le gouvernement des Soviets met en pratique la Nep, les petits patrons coiffeurs rouvrent leurs boutiques et font concurrence aux salons municipaux. »

Vous avez bien lu, n'est-ce pas ? Sous le régime bolchevik, de 1917 à 1919, les ouvriers coiffeurs russes luttent pour des augmentations de salaires et des diminutions d'heures de travail ; en 1920, les patrons rouvrent leurs boutiques, et l'exploitation recommence avec toutes ses conséquences. C'est tout ce qu'a pu rapporter le communiste Cordier de son voyage, et pour cause ; pourtant les ouvriers coiffeurs de France auraient été très curieux de savoir la vie de leurs collègues russes, leurs moyens de salaires, l'hygiène des établissements, les systèmes de placements, l'organisation de leurs écoles professionnelles, car toutes ces questions ont dû recevoir une bonne solution au pays de la dictature du prolétariat, les ouvriers doivent être libres de barbouiller la denture des patrons réfractaires aux revendications ouvrières ; les gardes rouges, contrairement aux flics de Paris, doivent prêter main forte pour cette opération ; nos collègues doivent avoir des libertés particulières, puisqu'ils sont partie intégrante de cette dictature.

De tout cela Cordier ne souffle mot et ce silence laisse supposer bien des choses, pourtant les Communistes Coiffeurs de France devraient avoir tout à gagner à faire cette comparaison, alors pourquoi ce silence ? Ah ! lui qui comprend, le blocus, la guerre étrangère et civile, classe ouvrière inorganisée, indiguée, manque de matière première, famine, ont renversé bien des théories, bien des projets, et la Révolution économique la seule qui intéresse les exploités est encore à faire. Alors est-ce un crime de faire cette constatation, de dire qu'à part la couleur et les hommes, rien n'est changé que l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée, l'armée, la police, la magistrature sont la base du régime bolchevik, comme elles sont la base de la France à Herriot, que les groupes financiers étrangers se préparent à la curée pour l'exploitation des richesses Russes que nos malheureux collègues russes seront contraint de faire valoir pour que les capitalistes internationaux touchent leurs dividendes et aussi pour permettre à Rakivsky de faire bombance à l'hôtel Meurice à Paris avec les pires réactionnaires de France.

Mais restons en là, en rappelant cependant que c'est pour avoir fait ces constatations que des ouvriers russes sont emprisonnés, déportés, torturés, assassinés, au nom d'une Révolution...

Allons les Coiffeurs communistes de France, et les autres aussi, ayez le courage d'aller en Russie, voir de vos propres yeux, toucher de vos propres mains la réalité, sans passer par l'intermédiaire de l'organe super-bourgeois de crâne qui s'appelle « L'Humanité » !!!... Et après votre voyage, après vos constatations, venez nous crier que nous avons menti, que toutes nos déclarations sont fausses, alors seulement nous reconnaitrons notre erreur, sinon nous continuerons à penser que vous êtes des dupes et des aveugles...

TIXIER Gustave des Coiffeurs de Paris.

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS

SYNDICAT UNIQUE DU BATIMENT DE LA SEINE

Chez les plombiers-poseurs et parties similaires

Camarades,

Voici la mauvaise saison qui approche et faute d'avoir su s'organiser solidement, beaucoup d'entre vous, vont en subir le contre-coup.

Actuellement pour les Plombiers-Couvreurs, il ne leur est plus possible d'augmenter leur salaire journalier par des heures supplémentaires ; de plus les intempéries vont causer un chômage de plus en plus grand et comment beaucoup d'entre eux vont-ils pouvoir boucler leur budget.

Les poseurs ont par contre un surcroît de travail, car l'hiver est la cause directe de beaucoup d'accidents dans les canalisations et des appareils situés sur la voie publique ; et c'est alors que n'ayant pas la cohésion suffisante pour obtenir du patronat un salaire normal en rapport avec le coût de la vie, ils vont à leur tour saboter l'une des revendications qui nous tient le plus à cœur : la journée de huit heures.

Camarades, les uns comme les autres, il est temps de vous ressaisir, de venir grossir nos rangs, afin que dans un avenir très proche, nous puissions dignement relever la tête et faire appliquer nos modestes, mais justes revendications.

A cet effet, vous serez tous présents à la grande réunion de la corporation qui aura lieu

Mardi 25 Novembre, à 18 heures,

Salle Bondy, Bourse du travail où des camarades de la corporation vous apporteront leur point de vue sur la situation présente.

Le Conseil syndical.

Chauffage central

Les ouvriers de la maison Dumas, réunis le 20 novembre en conseils de chantiers, regrettent l'absence d'un certain nombre de leurs camarades, décident qu'il est de toute urgence de réunir un Conseil extraordinaire, afin de donner des directives sérieuses et intensifier l'action de notre Conseil.

Tous les camarades se feront un devoir de participer à la réunion qui se tiendra le Lundi 24 Novembre, à 5 heures, Bourse du travail, bureau 23, 4^e étage.

Revendications de Cheminots

Montpellier, 23 novembre. — Les cheminots de Montpellier et de l'Hérault, réunis, ont voté un ordre du jour réclamant « la réintégration loyale des révoqués de mai 1920, la mise en application rapide d'une réglementation du travail de huit heures, le réajustement des salaires sur la base de 6.000 francs et le paiement d'un acompte de 100 francs avec effet du 1^{er} juillet 1924. »

Communiqués syndicaux

Union Fédérative des Syndicats Autonomes. — Réunion de la Commission provisoire ce jour, lundi, à 20 h. 30, lieu habituel, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Fédération des Jeunes Syndicalistes de la Seine. — Tous les groupes des Jeunes sont priés de se faire représenter au congrès, qui aura lieu le dimanche 30 courant, 8, avenue Mathurin-Moreau, à 9 heures du matin. L'ordre du jour paraîtra ultérieurement.

Syndicat Autonome des Ouvriers Coiffeurs du Département de la Seine. — Permanence, ce jour, 24 novembre, de 14 heures à 16 heures, Bureau 13 (4^e étage), Bourse du Travail. Des cartes seront à la disposition des adhérents.

Plombiers-Couvreurs, Poseurs et Similaires. — Mardi 25 novembre, à 18 heures, salle Bondy, Bourse du Travail, où des camarades de la corporation vous apporteront leur point de vue sur la situation présente.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Les scieurs, découpeurs, mouluriers organisent une fête le samedi 6 décembre, à 20 h. 30, 94, boulevard Auguste-Blanqui. Au programme, des artistes de la Muse Bellevilloise, Messidor des concerts parisiens, les clowns Fusterino, du Cirque de Paris, à l'issue de la fête, un grand bal de nuit, 2 orchestres « Marcel et Fredo », jazz, danses sans interruption.

Tous les camarades doivent passer prendre des billets à la permanence et faire la propagande autour d'eux pour la réussite de notre fête.

Entrée : Concert et Bal, 2 fr. 50. Entrée gratuite pour les enfants au-dessous de 12 ans.

C. I. de Clichy. — Mardi 25 novembre, à 21 heures précises, réunion. Présence indispensable.

DANS LE S. U. B.

SERRURERIE. — Réunion du conseil demain mardi, à 18 heures, bureau 13, 4^e étage. Ordre du jour important.

Communications diverses

La Phalange Artistique présente le samedi 20 novembre, à 20 h. 30 précises, au théâtre René Maubel, 4, rue de l'Orient (68, rue Lepic), métré Blanche, un spectacle de Molière : Le Mariage Forcé, comédie en un acte, et Georges Dandin, comédie en trois actes.

Fédération des Locataires de la Seine. — Locataires de la Seine, — Commission exécutive, à 20 h. 30, au siège, 158, rue Lafayette.

Locataires du 11^e Arrondissement. — Commission des Enfants, au siège, à 20 h. 30.

Locataires des 19^e et 20^e Arrondissements. — Renseignements juridiques de 20 h. 30 à 21 heures 30, salle Camille, 236, rue de Belleville.

Causeries Populaires de Lyon. — Commencement d'un cours d'Esperanto, le dimanche 23 courant, de 9 à 11 heures, au siège, 17, rue Marnigon.

Constitution du groupe esperantiste « Fraternité » (groupe français). Le but de ce groupe est de pratiquer l'anti-nationalisme intégral. Tous ceux à qui l'idée de fraternisation universelle est chère y sont spécialement invités. Il n'y a pas 36 patries, il n'y a qu'une seule grande humanité. Vive la langue internationale ! Supprimons les barrières qui divisent les peuples !

Club du Faubourg. — Cuisine, Amour... et Médecine. Une conférence de Prosper Montagné. — Ce soir lundi, au Club du Faubourg, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, à 20 h. 30 précises, conférence contradictoire par M. Prosper Montagné : « La Cuisine d'Amour et les Mésaphrodisiaques ». Et débat avec le docteur Félix Regnaud sur : « Cuisine et Volupté. Avant ou après le repas ? » La parole sera donnée aux gourmets, aux amoureux et aux médecins.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et banlieue

Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste. — Réunion du C. I., demain 25 novembre, à 20 h. 30, rue Louis-Blanc. Présence indispensable de tous.

Groupe Universitaire des 5^e et 6^e Arrondissements. — 27 novembre, 9 heures du soir, 6, rue Lanneau, causerie par Guy Saint-Fal. — Le groupe rappelle à ses membres qu'il a formé une bibliothèque composée, en ce moment, d'une trentaine de livres environ. Il a instauré un service de prêt gratuit de volumes à domicile, sous cautionnement.

Il convie par conséquent les camarades que cette institution intéresse, de lui venir en aide par des dons en nature ou en espèces.

Le bibliothécaire ira le mercredi soir à la section prendre note des demandes de volumes faites par les camarades. Les ouvrages seront remis le lendemain.

Le groupe avise, d'autre part, ses membres et les groupes anarchistes de la rive gauche qu'il a l'intention d'organiser, le samedi 13 décembre, un grand meeting pour réclamer la suppression de Biribi et des conseils de guerre et l'amnistie intégrale. Il réclame et espère le concours des camarades.

Enfin, le groupe avise ses membres que toutes les mesures ont été prises afin que les incidents semblables à celui de la dernière séance ne se renouvelent pas.

Groupe Anarchiste des 9^e et 10^e. — Réunion mardi 25 novembre, au café bar, 39, rue Saint-Lazare : Deuxième partie de la causerie de Frayssé : « Les Anarchistes et la Femme ».

Groupe Théâtral. — Répétition ce soir, à 20 heures 30, Brasserie de la Mairie, 61, faubourg Saint-Martin. Présence de tous indispensables pour la fête du 30.

Groupe du 18^e. — Les camarades qui veulent participer effectivement à la vie de l'U. A. et de la Fédération parisienne, sont priés de bien vouloir se réunir jeudi prochain 27 novembre, salle Hermonnier, 77, boulevard Barbès. Causerie par un camarade sur l'utilité de l'organisation des anarchistes. Appel pressant aux copains du quartier et aux lecteurs du « Libertaire ».

Leone est spécialement invité. Réunion du groupe tous les jeudis.

Province

Croix-Wasquehal. — Ce jour, 24 novembre, à 19 h. 30, causerie-contrôle au 1, rue d'Arcole, sur « l'Organisation Anarchiste pré-révolutionnaire ». Les forces de révolution : Destruction et Reconstruction ; Quelle organisation opposerons-nous à une constitution politique post-révolutionnaire ? Commentaires sur l'Abbaye de Thélème.

Groupe d'Etudes Sociales de Nice. — Réunion tous les mercredis soir, à 20 h. 30, bar Musso, 27, boulevard Rainaldi, Nice.

Groupe Libertaire de Bordeaux. — Tous les camarades sont priés d'être présents demain soir à 20 h. 30, pour affichage et distribution de tracts. Dernières dispositions à prendre en vue du meeting.

Tarbes. — Tous les camarades désireux de soutenir le « Libertaire » sont priés de se rendre au Café Riche, mardi soir, à 21 heures, salle au fond du couloir.

Groupe d'Etudes et d'Action Sociale de Troyes. — Réunion du groupe mardi, à 20 heures précises.

Ordre du jour : Organisation du meeting en faveur de Sacco et Vanzetti. Les actions du « Libertaire ». Les camarades sont priés d'être nombreux à cette réunion. Nous comptons sur eux, des questions matérielles devant être réglées. Des convocations personnelles seront envoyées.

Les camarades possédant des livres sont priés de les rapporter.

GROUPES DU 12

Ce soir, à 20 h. 30

35, Boulevard de Reuilly

CONFÉRENCE

par le camarade Guy SAINT-FAL

Sujet :

Les différentes méthodes de propagande

PETITE CORRESPONDANCE

Eugène. — Demande à Tozi et à Aimée Morin les titres des œuvres qu'ils nous interpréteront. Pour ce soir sans faute. — Guérin.

Le camarade Brulant, qui s'occupe d'un camarade pour l'amnistie, est prié de donner son adresse exacte au secrétaire du Comité de Défense Sociale.

Le camarade Perroteau est prié de donner son adresse exacte au secrétaire du Comité de Défense Sociale.

Le camarade Istin est prié de donner son adresse exacte au secrétaire du Comité de Défense Sociale.

Un camarade Bulgare désire de mettre en rapport avec les copains de même nationalité. Indiquer l'adresse au journal, 9, rue Louis-Blanc.

Chocolaterie et Confiserie

“LUTÈCE”

Association Ouvrière de Production

Fondée en 1903

16 et 18, rue des Sept-Arpenes

PRE-SAINT-GERVAIS (Seine)

Demandez partout les Chocolats fantaisies - Chocolats - Bouchées Bonbons acidulés - Fourrés, etc.

Produits garantis purs et de 1^{er} Choix

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Louis LOUVET

Imprimerie spéciale du Libertaire

10-12 rue Paul-Lelong, Paris.